

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Vo

254 • 3,75 \$

MAI - JUIN 1995

ENTREVUE
le chantre des Colocs
DÉDÉ FORTIN
l'inquiétude du fou du roi

DOSSIER
les rapports entre l'État et le mouvement communautaire

UN MARIAGE DE RAISON





- en reprenant le contrôle de notre travail
- en protégeant les services publics
- en refusant l'exclusion sociale des jeunes, des femmes, des pauvres
- en misant sur la solidarité sociale

choisir l'espoir!

E/ CEQ

PHOTO: BENOÎT AQUIN



8

22



PHOTO: GARY HALLMAN

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

8

• Dédé Fortin

LE CHANTRE DES COLOCS

L'inquiétude du fou du roi

Le parolier principal du groupe **Les Colocs** est occupé. Le p'tit nerveux carburant à la musique et à l'action, impatientement, et aux entrevues, plus ou moins sérieuses, avec patience. À force de faire rigoler la galerie, il ne se surprend plus des demandes de cabotinage... Le fou du roi, au Moyen-âge, n'avait de fou que le nom. Personnage important de la vie publique, il était le seul à avoir l'impunité nécessaire pour critiquer le roi... André Fortin décide d'assumer, de plus en plus, son sérieux.

DOSSIER

22

• LES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE

Le mariage de raison

Le mouvement communautaire québécois a bien changé depuis 30 ans. Les groupes populaires étaient un lieu de militantisme; ils sont en train de devenir un nouveau secteur d'emplois. Chaque nouveau problème social suscite la création de nouveaux organismes communautaires. Ils sont maintenant plus de 3 000 au Québec, dans toutes les régions, prêts à offrir un service de première ligne bien différent de celui dispensé par le réseau public. On le dit plus humain, plus démocratique. Mais pour l'État, c'est surtout moins coûteux!

BILLET: La fin de l'année	7
LIRE: Indianités	15
<i>Personnes âgées, personnes sidéennes</i>	16
PHOTO-REPORTAGE: Le fil d'attente	20
TOUR DU QUÉBEC: Une croyante sur roulettes	35
CHRONIQUE INSOLENT: La 3e voie	36
<i>Mourir d'une balle canadienne...</i>	37
SUR LA PLANÈTE: Radios d'Haïti	40
SUR LA PLANÈTE: Les bulldozers du Pérou	42



VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

Conseil d'administration: Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Yvan Noé Girouard, Clotilde Lemay, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, Pierre Viau.

Collaborations régulières et membres de comités: Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Pierre Viau.

Rédacteurs en chef: Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

Coordination, promotion, publicité: Jean Robitaille.

Direction artistique, secrétariat de rédaction, comptabilité, mise en pages: Daniel S.-Legault. **Promotion:** Anne-Marie Brunelle. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Réseau international (514)722-7708.

Édition: Revue Vie ouvrière inc.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.

Distribution: Messageries de presse Benjamin

Fréquence de parution: 6 numéros par an.

Photo couverture: Dédé Fortin, par Benoît Aquin.

Grille de tarifs d'abonnement: Individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans. Institutionnel: 28\$/an. Soutien: 28\$/an. Étudiant ou sans emploi: 14\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an. Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste).

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°254, 1^{er} mai 1995.

VO: 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403

Décalages entre LES CLOISONS

ENTRE UN GOUVERNEMENT ÉLU ET UNE FONCTION PUBLIQUE
EXÉCUTIVE, LE BIEN PUBLIC BALANCE.

QUELLE EST LA DISTANCE IDÉALE À PARCOURIR?

JEAN ROBITAILLE

La rumeur court sur la Grande-Allée: le meilleur moyen pour un groupe communautaire de faire suer un sous-ministre, c'est de lui envoyer une lettre en indiquant «copie conforme à Lisette Lapointe»!

L'anecdote est révélatrice. Le dossier de l'action communautaire a fait un bond de géant dans la hiérarchie de pouvoirs à Québec. La dernière priorité de la plupart des ministères (hormis peut-être celui de la Santé et des services sociaux) a été promue au plus haut sommet. Le 23 février dernier, le Premier ministre Parizeau déposait auprès de ses collègues du Conseil des ministres un mémoire visant la création d'un Secrétariat à l'action communautaire, dirigé par Lisette Lapointe et relevant directement de son bureau.

Mais surtout, l'anecdote rappelle la distinction qu'il faut faire entre l'appareil étatique (les ministères, sous-ministres et hauts fonctionnaires) et l'appareil gouvernemental (les ministres et leur personnel politique).

LES GOUVERNEMENTS PASSENT; LES FONCTIONNAIRES RESTENT¹

Malgré les changements de gouvernements, ce sont les mêmes fonctionnaires qui conçoivent et appliquent les programmes. Petit à petit, le politique met l'administratif à sa main. L'État québécois s'appropriait sous le régime libéral à faire disparaître tout le secteur communautaire qui ne lui était pas utile. Les budgets destinés aux groupes d'éducation populaire viennent, assortis de certaines conditions, d'être substantiellement augmentés. Autre exemple, depuis 1982, le ministère de la Sécu-



Ne manquez pas dans
le prochain numéro...
Juillet-août 1995

élus-es et hauts fonctionnaires: DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



PHOTO: XAVIER ILLUS, AGENCE CHRONOPRESSE

rité du Revenu ne jurait que par le développement de l'employabilité. Le même ministère produit aujourd'hui des analyses qui marquent l'échec de ces politiques. Et qui annonce la nouvelle marotte: l'insertion en emploi. En fait, on change d'approche idéologique... et géographique. Les thèses françaises «socialistes» remplacent les idées néolibérales états-uniennes.

Il faut du temps, de la poigne – et du doigté! – avant qu'un gouvernement n'imprime vraiment ses couleurs. La situation actuelle à Québec est impressionnante à cet égard. Les rapports entre le cabinet d'un ministre et son ministère sont étonnamment plus «tendus» qu'on ne serait porté à le croire. Il faut écouter certains ministres tenter de composer avec leur sous-ministre. Il faut entendre les attachés politiques d'une autre ministre parler en «ils» plutôt qu'en «nous» du ministère pour lequel ils travaillent. Il faut voir comment, physiquement, les bureaux du cabinet d'un-e ministre sont bien à part, dans l'édifice d'un ministère.

QUAND ÉTAT ET GOUVERNEMENT SE CONFONDENT

Les péquistes arrivent au pouvoir avec un programme qui fait une très large place au mouvement et aux groupes communautaires des différents secteurs. Quoique difficile à situer idéologiquement, parce que pluri-classiste, le PQ affirme clai-

rement ses distances face au néo-libéralisme, pour un État plus interventionniste mais moins gestionnaire. À la différence des libéraux qui nous promettaient un État essentiellement moins présent.

Ce qui est donc plus spécifiquement en jeu ici, ce sont les rapports entre l'État et le gouvernement, entre l'administratif et le politique, dans le contexte d'un État en crise et en recomposition. Quelle est la distance souhaitable entre l'appareil d'État et le gouvernement? La population choisit un parti, c'est pour qu'il gouverne. Mais en même temps, comment éviter que le plus fin populiste élu ne pervertisse inconsidérément le rôle de l'État? Ces questions, dans la seule logique d'une relation État-gouvernement, ne trouvent pas de réponses évidentes. Rappelons-nous que dans les régimes totalitaires, État et gouvernement se confondent. C'est donc seulement dans l'élargissement et la démocratisation de la société civile que ces questions peuvent se résoudre. En impliquant de nouveaux acteurs (des milieux syndicaux, communautaires, des affaires, des arts, des MRC, des institutions, etc.) on défocalise la tension État-gouvernement. Et on redonne à plus de citoyens-nes le pouvoir d'arbitrer et de décider. 

1 Du moins ceux et celles qui ne sont pas victimes des coupures de postes!

ENTREVUE: **Clément GUIMOND: Un directeur et une Caisse pas comme les autres**
DOSSIER: **LA SCIENCE AU QUOTIDIEN**



*Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec*

**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est
17^e étage
Montréal (Québec)
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL
(819) 777-5441

JONQUIÈRE
(418) 699-0199

MONTRÉAL
(514) 383-8000

QUÉBEC
(418) 623-8713

RIMOUSKI
(418) 722-8232

ROUYN
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES
(418) 962-3551

SHERBROOKE
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES
(819) 378-4049

NOUVELLES PARUTIONS



Le syndicalisme: état des lieux et enjeux

Quelle est la vraie nature du syndicalisme d'aujourd'hui? Successeur du syndicalisme d'antan ou créature hybride se définissant davantage par la notion de changement? **Mona-Josée GAGNON** propose une réflexion sur le passé et le présent, mais surtout sur l'avenir du syndicalisme.

Une analyse originale ancrée dans les réalités du Québec.

140 pages • 14,95 \$

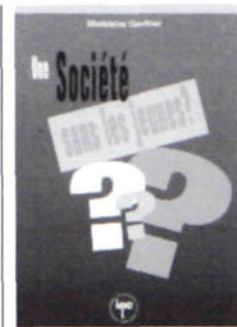
Une société sans les jeunes?

D'une société des jeunes, sommes-nous devenus une société sans les jeunes? Quelle place occupent les jeunes dans nos sociétés?

De nouvelles règles régissent l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. À partir de leurs réactions, **Madeleine GAUTHIER** dessine un portrait saisissant d'une jeunesse aux multiples visages. Un livre-phare au cœur des transformations de la société.

390 pages • 24 \$

Disponibles en librairie ou chez le distributeur



INRS-Culture et Société
Tél.: (418) 694-6400



Distribution de livres UNIVERS
845, rue Marie-Victorin
Saint-Nicolas (Québec) G0S 3L0
Téléphone: (418) 831-7474 • Fax: (418) 831-4021

«L'ÉCOLE ÇA PEUT ÊTRE UNE BEN P'TITE GAME!»

MICHEL CLARK, professeur

Le dernier mois de grossesse est souvent pénible. Surpoids, sommeil constamment entrecoupé de changements de pause, fatigue... Tout pour alimenter le désir d'accoucher. Depuis la nuit des temps, j'entends les paroles qui exorcisent la souffrance: «Si ça peut finir!» Ces temps-ci, c'est aussi les paroles qui résonnent du fond des corridors de mon école: «Si ça peut finir!» Mais c'est moi qui accouche, le prof, pas les élèves.

Dix mois d'un travail ardu: à discipliner, à aider, à écouter, à aimer, à instruire et, enfin, à éduquer. Quelquefois, je me dis que j'accoucherai d'un être complet, solide et plein de promesses. D'autres fois, je me dis que d'autres continueront la gestation! C'est mon travail que de devenir, pendant dix mois, le cordon ombilical par lequel passera la vie, en espérant qu'au terme de l'année, une «ado» trouvera un peu de l'adulte qu'il désire être.

Je vous dirai que ces temps-ci, je fais de bien petits adultes, parce que la gestation devient de plus en plus difficile. Une centaine de jeunes en recherche, ça vous siphonne un cordon ombilical en un rien de temps!

ÉLÈVES ET PROFS SE PARLENT ENCORE

D'où je me trouve, dans une classe, je vois tout: les amours, les chicanes, les fatigues... J'entends tout: les mots d'amour, les mots de haine et les confidences. Eh oui, même dans une école qui essaie de calquer le modèle de qualité totale d'une entreprise de production de «choses», les élèves et les profs se parlent encore.

J'entends Cathie qui me dit: «En secon-

daire II, j'ai pris de la *dope*, parce que je pensais que ça m'aiderait à comprendre mes maths.» Ce que je comprends, c'est la détresse de celle qui aimerait réussir, mais qui n'y arrive pas.

J'entends Karine: «Eh! Michel, c'est

trippant, mon père vient nous aider à monter le kiosque à l'expo-science. Regarde, ma mère nous a préparé un petit lunch!» Je comprends que la vie est belle, qu'il y a des adultes pour m'aimer, m'aider et m'encourager.

J'entends Cedric bougonner: «Maudit que ton cours est "plate". J'coule encore, pi j'veux rien savoir de personne!...» J'entends que Cedric est en train de s'empoisonner dans son milieu familial, comme le fœtus qui bouffe ses excréments dans sa poche d'eau.

Marie-France me parle de sa cure de «désintox» à 13 ans. Elle m'en parle avec force et conviction. En écoutant ses yeux qui brillent et ses mains qui gesticulent, je comprends que même si chez elle c'est encore pas mal *fucké*, elle, elle veut s'en sortir et trouver le bonheur quelque part.

DES AVEUGLES QUI GUIDENT DES AVEUGLES

Je m'aperçois qu'en vous parlant des jeunes, je vous parle surtout des adultes avec qui ils vivent. Je vous parle des adultes qui ont comme responsabilité d'aider des jeunes dans leur évolution. Je constate qu'il y a un problème... Vous le voyez venir le discours sur les parents détruits qui *scrappent* leurs propres enfants, ou encore le discours sur les aveugles qui guident d'autres aveugles. Mais encore plus «in» celui des adultes restés enfants qui accompagnent d'autres enfants qui ne rêvent que d'une chose: être heu-

reux.

L'école dans tout ça? Comme disait Natacha, parlant de l'absence prolongée de Patricia: ...«tu sais, Michel, l'école, c't'une ben p'tite game dans sa vie.» (À suivre...) 



PHOTO: JIM RICHARDSON

André Fortin, des Colocs L'INQUIÉTUDE DU FOU DU ROI

DANIEL S.-LEGAULT

PHOTO: BENOÎT AQUIN

LE *TOP TEN*. PLUS DE 60 000 DISQUES VENDUS. DES CRITIQUES DE SPECTACLES DITHYRAMBIQUES. LA RÉACTION AUX **COLOCS** EST EXCELLENTE, LA REVUE DE PRESSE EST CONSENSUELLE. PLEIN DE GROUPES ARTISTIQUES DOIVENT LES ENVIER. LE PLUS GROS "BUZZ" DE L'HEURE (*LA PRESSE*); CE PHÉNOMÈNE APPELÉ "COLOCS" (*LE SOLEIL*); À VOUS COUPER LE SOUFFLE (*LA PRESSE*); LES COLOCS CASSENT LA BARAQUE (*LE DEVOIR*).

LE PAROLIER PRINCIPAL DU GROUPE **LES COLOCS** EST OCCUPÉ. LE P'TIT NERVEUX CARBURE À LA MUSIQUE ET À L'ACTION, IMPATIENTMENT¹, ET AUX ENTREVUES, PLUS OU MOINS SÉRIEUSES, AVEC PATIENCE. À FORCE DE FAIRE RIGOLER LA GALERIE, IL NE SE SURPREND PLUS DES DEMANDES DE CABOTINAGE.

LE FOU DU ROI, AU MOYEN-ÂGE, N'AVAIT DE FOU QUE LE NOM. PERSONNAGE IMPORTANT DE LA VIE PUBLIQUE, PITRE QUI NAVIGUAIT ENTRE LE DRÔLE ET LE SÉRIEX, IL ÉTAIT LE SEUL À AVOIR L'IMPUNITÉ NÉCESSAIRE POUR CRITIQUER LE ROI.

OBJECTEUR DE CONSCIENCE INVOLONTAIRE, ANDRÉ FORTIN DÉCIDE D'ASSUMER, DE PLUS EN PLUS, SON SÉRIEX. IL TROUVE MÊME ÇA AGRÉABLE. COMME SI C'ÉTAIT INCOMPATIBLE DE FAIRE DANSER ET DE RÉPANDRE DES IDÉES! PEUT-ÊTRE UNE PREMIÈRE ENTREVUE SÉRIEUSE...

Robert Charlebois, quand il est devenu dans les années 70 une référence culturelle obligée et un modèle à penser pour plusieurs, les a surpris en annonçant vieillir: «y'en aura d'autres plus jeunes plus fous, pour faire danser les boogaloos». Depuis, les boogaloos attendaient donc comme on attend le Messie. Et les Colocs sont arrivés.

Ils sont arrivés dire impunément que les centres d'achats et les McDo défigurent les villes, que les journalistes sont souvent têtus quand ils s'intéressent à la pauvreté, que les enfants de putain ont le présent difficile, que Golden Johnny travaille pour les *yuppies*², que «Pierrette se trouve laite» à côté du «beau monde» du Shed Café³. N'importe quel personnage public qui sortirait ça se ferait lapider.

Mais les Colocs, y sont l'*fun*, y sont drôles, c'est une *gang* de party. On peut ne pas les prendre au sérieux. Comme Foglia dans *La Presse*, Fortin peut dire des choses graves et crues, et la galerie rigole. Et leur disque tourne à la radio. Pourtant d'autres se sont fait casser: Plume, Karen Young, Steve Faulkner, André

Duchesne, dont les propos choquaient, dérangeaient. Avec les Colocs, le politique rentre par les bouches d'aération.

ASSUMER SON SÉRIEX

Pourquoi ne sont-ils pas pris au sérieux? Mon autre hypothèse est que la tradition veut que nos chansonniers ne soient pas de très bons musiciens et instrumentistes. D'un côté les auteurs, à qui on pardonne les lacunes techniques; de l'autre, les interprètes. Or les Colocs ont de sérieuses aptitudes d'instrumentistes. Le groupe est plus *tight* que bien des *bands* de *rock and roll* sans paroles signifiantes.

Fortin n'est pas d'accord. «Faire les bouffons, c'est ce qui nous a permis de ne pas être boycottés par la radio. On faisait comme ignorer, ou ne pas porter le poids des paroles... Quand je me suis rendu compte de ça, je n'ai pas trouvé ça trop grave. Je me suis dit: le monde qui vont vouloir saisir ce que je dis, ils vont le saisir quand même... Quand on porte des jugements sur la



PHOTO: BENOÎT AQUIN

«Si on me demandait "Pourquoi tu dis telle chose dans telle toune?", je répondais "Ah ben... j'ai rêvé à ça une nuit", ou autre chose. C'était parfait pour les entrevues *show-biz*. Les journalistes riaient. "Ostie qu'y est fou!" À chaque journaliste, je répondais quelque chose de différent. Je niaisais. J'ai fait une entrevue pour *Le Lundi* qu'ils n'ont jamais publiée. Je refusais de dire la couleur des condoms que j'utilise, où si j'en mettais un par dessus l'autre.»

société et sur soi-même, il faut pouvoir les défendre. Je me suis dit un moment donné "il faut que je réussisse à parler de mes chansons autrement qu'en faisant des *jokes*". C'est vrai qu'il ne faut pas se cacher. Quand j'ai commencé, je n'étais pas prêt à défendre ma vision du monde. Maintenant, j'ai du *fun*, mais je trouve intéressant d'assumer l'"autre côté", que dans mes paroles, il y a des idées et une vision du monde à défendre.»

Je porte à l'attention de Fortin, ce passionné de cinéma, le cas de Chaplin. Les meilleurs films de Chaplin sont sûrement les premiers, plus spontanés, plus bouffons. Quand il a voulu devenir plus philosophique, quand il a voulu «passer des messages», c'était plus dur, plus lourd. Non?

Le parolier des Colocs est d'accord, mais apporte une nuance essentielle. «Même dans sa première période, le personnage ne riait jamais de lui-même, il n'enlève pas de lui-même le poids de ce qu'il amène. Tu es porté à réfléchir parce que ça a l'air sérieux pour lui. Et jamais à la fin d'un film il ne venait se contredire, dire que ça n'était pas sérieux.»

TOUCHER L'HUMANITÉ

Fortin trouve difficile d'écrire. «Je m'ennuie quand je n'ai pas de contacts avec personne. Et pour écrire, il faut faire ça!» Mais sa tête est manifestement pleine d'idées. Il donne sa recette. «Je réussis bien quand je pars du particulier. Quand on veut faire une chanson sur l'amour, par exemple, il faut partir du particulier; si on part du général, c'est très rare que c'est réussi. Mes préférées, dans ce sens-là, sont *Passe-moi la puck*, *La rue principale*, *Juste une p'tite nuitte*, *Mauvais caractère*. *Maudit que l'monde est beau* est plus général... et moins réussi. Il me semble que j'aurais dû me concentrer sur quelque chose pour mieux exprimer le contraste entre la beauté vénérée et le personnage de Pierrette.»

«Au début, la "bombe de la rue principale", je pensais que c'était particulier à Normandin, ou Dolbeau. J'ai compris plus tard que non. En tournée, plusieurs viennent me dire: "j'suis content d'entendre cette *towne-là*, j'suis pas l'seul à haïr ça les centres d'achats".»

«Il faut travailler fort et constamment se cultiver pour écrire des textes qui soient branchés sur l'humanité.» Fortin a soudain peur d'être prétentieux. «Je sais que c'est gros. Mais je ne

Je n'aime pas notre attitude par rapport aux Amérindiens. On les a classés assez vite comme citoyens de seconde classe... Quand ils acceptent de participer à notre société de consommation, ils provoquent des réactions: "Y va-tu être capable?" "Y va-tu nous faire chier?" Tabarnak, donnez-y une chance! C'est comme si t'invites quelqu'un chez vous, puis que tu poses 36 conditions, et que, finalement, il n'y en a pas de place chez vous.»

«Sur l'immigration, il n'y en a pas de référendum; l'immigration, c'est trop bon pour la *business*! Apportez-en des bouches, qu'y mangent!» Fortin croit-il à la démocratie participative, ou transparente? Je lui mentionne qu'en cas de référendum sur l'immigration,

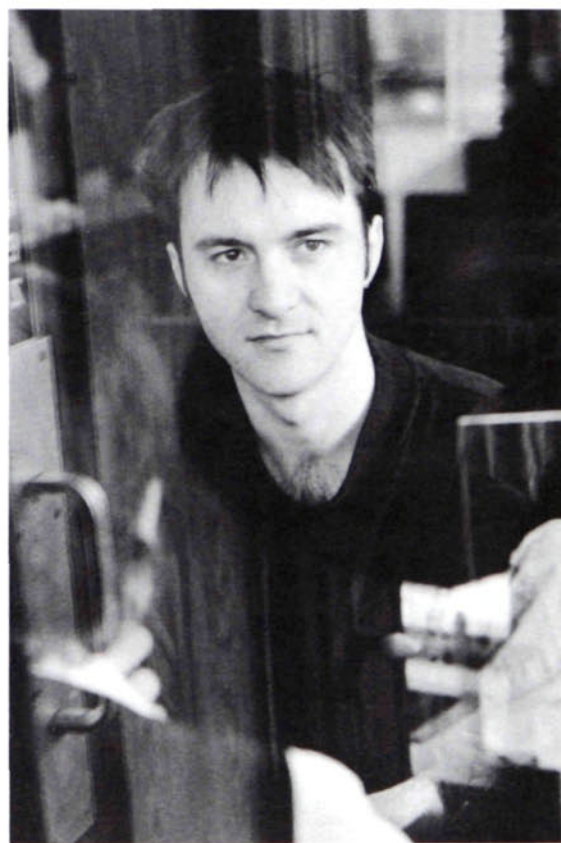


PHOTO BENOÎT AQUIN

LA NÉCESSITÉ D'EXISTER

Plusieurs lui ont demandé s'il allait voter oui ou non au prochain référendum constitutionnel. «Le référendum, ça va mesurer l'intensité du sentiment d'appartenance des Québécois. Il y en a plusieurs qui disent: "Oui, exister, c'est une bonne idée, mais pas à n'importe quel prix". Si les gens étaient convaincus que c'est très important d'exister, ils voteraient OUI tout de suite. Ça me déçoit quand j'entends des artistes dire qu'ils ne prendront pas position. Comme si c'était une question malsaine. Est-ce

malsain de vouloir exister? Avec des références culturelles, une musicalité, des petites habitudes. Moi ça me touche vraiment beaucoup.»

«Bien des jeunes pensent que l'avenir du monde, ça ne doit pas être que chaque petit bout de terre exige son droit d'exister, et que ça mènerait l'humanité dans un gouffre. Moi je pense le contraire: le conflit ne vient pas de ce que les gens demandent d'exister, il vient de ce qu'on leur refuse d'exister.»

on trouverait peut-être un racisme très clair. «Oui, mais on partirait de quelque part. Tandis que là il y a quelque chose de tabou. Si on posait la question, on aurait des vraies réponses. On ne veut pas en parler officiellement. C'est une situation que je trouve aussi fatigante que les inégalités qu'on peut voir. J'aimerais mieux que ce soit très clair ce que les Québécois acceptent ou n'acceptent pas, plutôt que de laisser ça à la politique officielle.»

«Qu'est-ce que vous pensez vous autres, du tribunal islamique?» Fortin nous interpelle, le photographe et moi, avant de donner son avis. «On est-tu obligés d'accepter leur façon de traiter les femmes? J'ai l'impression qu'on recule. Ça me dérange, moi.»



PHOTO: BENOÎT AQUIN



PHOTO: FRANÇOIS BOUCHER

Un groupe hétéroclite. Patrick Esposito Napoli venait de Perpignan en France. André Fortin vient du Lac St-Jean, Jimmy Bourgoing de Sept-Iles, Serge Robert de Ville Lasalle, et Mike Sawatzky, d'origine cri, est de Saskatoon!

«Montréal, c'est ça aussi. Et le rock, le blues, le jazz, c'est devenu un folklore musical international. Partout dans le monde. En musique on connaît tous un peu les mêmes affaires.» A. Fortin

sais pas comment dire ça autrement. *Passe-moi la puck*, ça me branche sur l'humanité. Quand il y a une dimension supplémentaire, même si c'est simple, ça peut te brancher sur l'humanité. Desjardins, Ferré, Vian ou Brassens arrivent à ajouter cette dimension-là. C'est la différence d'avec quelque chose qui est fait pour vendre et pour le *show-business*. Si j'aimais beaucoup le *show-business*, cette dimension-là ne m'intéresserait pas.»

Fortin aime penser qu'il ne s'est pas donné corps et âme à l'industrie. «Moi je veux garder un mot à dire sur la promotion. Et notre compagnie de disque n'a pas le droit de venir en studio quand on enregistre. Ce qui est assez rare. Ça me choque quand je pose des questions et qu'on me répond "Inquiète-toi pas": je veux savoir.» Mais il refuse de blâmer la radio pour le «divertissement» homogène. Autant demander à un milliardaire de décréter la faillite du néo-libéralisme! «Ça doit être bien fatigant pour une station de radio de recevoir des choses et de dire chaque fois la vérité. Ils invoquent alors que "ce n'est pas leur son", c'est plus simple. Il y a peut-être 4 ou 5 personnes au Québec qui décident de tout, les directeurs de programmation des grandes chaînes de radio. Si quelque chose leur plaît, ils vont le faire tourner.»

LA RÉVOLUTION SOURIANTE

Les thématiques des Colocs sont plutôt grises: dope, alcool, peines d'amour, sida, villes défigurées, itinérance, folie, violence. Les textes de Fortin surprennent par leur réalisme noir. Ni joyeux ni léger. L'âme triste. Sur une musique de party, qui brasse, qui fait danser. Il y a quelque chose de latin là-dedans.

Dédé raconte. «J'ai entendu un dicton, un moment donné, qui disait: "Le chant naturel de l'homme est triste, alors même qu'il exprime le bonheur." J'ai toujours eu l'impression qu'un Trenet fuyait sa tristesse.»

Je n'aborde même pas la question du changement social, et Fortin me parle de révolution... «Je trouve plus attirant le révolutionnaire souriant que le révolutionnaire qui est noir. Je ne me considère pas moi-même comme un révolutionnaire, mais je suis plus attiré par des penseurs qui ont le sourire. Si je sens que la personne qui fait une réflexion sur la société est bien, ou qu'elle a du plaisir, je serai plus porté à écouter. On a moins le goût de suivre un pessimiste qu'un optimiste, même si l'optimiste se trompait. Le pessimiste, s'il se trompe, c'est platte; et s'il ne se trompe pas, tout le temps qu'on passe avec lui, qu'on ne sait pas s'il se trompe ou non, c'est platte aussi! J'aime mieux suivre l'optimiste.»

C'est aussi une attitude qui aide à recevoir les bouts plus *rough*. Et les Colocs en ont connus l'automne dernier alors que Pat Esposito, leur harmoniciste, est décédé du sida. «Pat était tellement content d'être avec une *gang* qui avait du fun pour ses dernières années.»

suite page 13

Passe-moé la puck

PAROLES ET MUSIQUE: A. FORTIN

Aujourd'hui la télévision est v'nue nous voir
Pour constater l'état du désespoir
Une coup'e de sans-abri à la veille de Noël
Ça c'est un beau sujet pour le show des nouvelles

La caméra dans' face j'y faisais des grimaces
Mais que c'est qu'y font là à filmer ma carcasse?
C'est pour un reportage sur les plus démunis
J'voudrais savoir ton nom, j'voudrais voir ton taudis

J'habite pas d'un taudis, j'm'appelle pas j'viens tout seul
J'vas t'mettre les points su'es i ou ben mon poing su'a gueule
Golden Johnny travaille pour les yuppies
Si j'avais l'droit d'voter ben j'voterais pas pour lui

Y'a l'Armée du Salut, pourquoi tu vis dans'rue?
J'ai dit ben passe-moé la puck pis j'vas en compter des butts!
M'a poser d'autres questions sur ma situation
C'est d'intérêt public de savoir si j'me pique
Tu bois-tu d'la robine? Tu fouilles-tu dans'poubelle?
Épargne-moi les détails de ta vie sexuelle

Bobette, Branlette, Canette, Ginette, Quêter, manger
J'm'en vas m'saoûler

Tu vas en savoir plus long si tu m'donnes un peu de fric
C'est comme le téléthon des alcooliques
Y'a l'Armée du Salut pourquoi tu vis dans'rue?
J'ai dit ben passe-moé la puck pis j'vas en compter des butts

Le journaliste têtueux a fait le tour du bloc
Y'a filmé juste un peu, y'a ramassé son stock
Y'est rentré dans l'café, y'a demandé les chiot-tes
Moi j'en ai profité pour y piquer son truck

J't'allé m'chauffer les fesses au bureau du B.S.
Ben on peut pas t'aider si t'as même pas d'adresse
Ça fait qu'j't'allé tchéqué un p'tit logement deux pièces
On peut pas t'le louer, t'as même pas d'B.S.

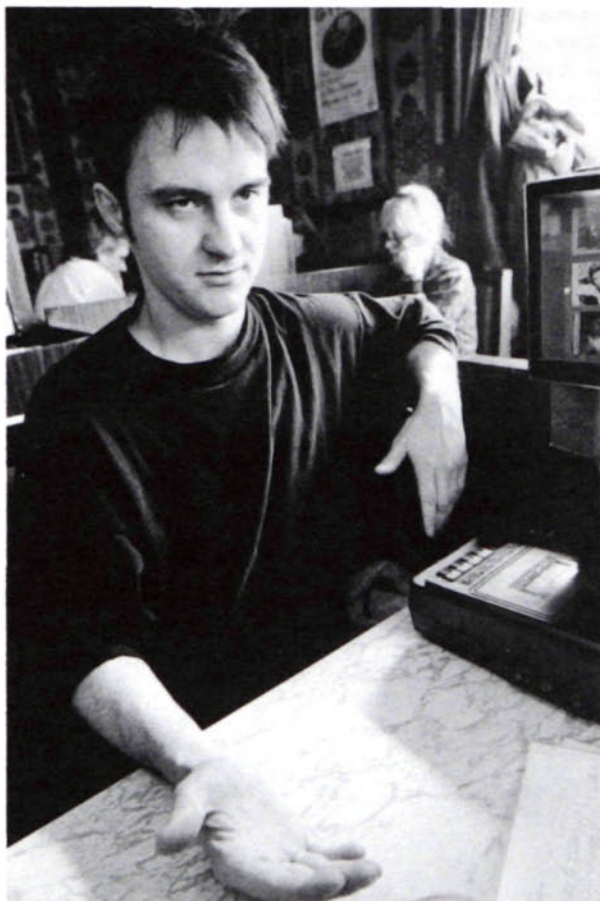
Aujourd'hui la télévision est v'nue nous voir
J'me sentais comme un rat dans un laboratoire

Y'a l'Armée du Salut pourquoi tu vis dans'rue?
J'ai dit ben passe-moé la puck
J'ai dit ben passe-moé la puck
Ben passe-moé la puck pis j'vas en compter des butts.

LE BÉBÉ-TÉLÉVISION (DE ST-THOMAS-DIDYME À MONTRÉAL)

Né en 1962, sur une ferme de rang, près du petit village de St-Thomas-Didyne, au bout du Saguenay Lac-St-Jean. Dizième d'une famille de onze enfants. Le père, et plusieurs des frères, tra-

vaillaient dans le bois. «Je suis arrivé dans la maison en même temps que la télévision. Ça m'a donné des ouvertures, ça m'a excité. Il y avait plein de trucs devant mes yeux. Ça m'a ouvert à une autre vie.» Il fait ses études primaires et secondaires



PHOTOS: BENOÎT AQUIN

LES BOUTS DE CHANSONS

Quand on parle de textes, Fortin est conscient de certaines trouvailles. «Je me suis aperçu après coup que "centre d'achat" ne rimait pas avec les autres lignes. Ça rajoute à l'idée que ça n'a pas d'affaire là. Ça ne rime même pas...»

C'est en arrivant à Montréal, vers 1981-82, que Fortin s'est mis à écrire des chansons, ou plutôt des bouts de chansons. «Plus jeune, je m'amusais souvent à imaginer des débuts de chansons. Mais je ne savais pas comment les continuer!» À Montréal, il a appris, au contact d'autres musiciens, tranquillement, à écrire des chansons complètes. «C'était pour m'amuser, pour le fun, pour me distraire. Je n'écrivais pas pour un public. C'était un peu comme de l'"art brut"!»

à Normandin (la p'tite ville de la rue St-Cyrille et du centre d'achats). Un voyage culturel en Alberta lui fait perdre ses dispositions pour la science et lui en fait gagner pour les arts et les lettres. Rendu à Montréal, il réussit à obtenir son diplôme universitaire en cinéma sans suivre ses cours théoriques. Il travaille pendant un certain temps pour la télévision: les informations de Télé-Mé-

tropole, *Surprise sur prise*, 100 li-mites, etc.

Mais la logistique est lourde, il préfère la création. «J'avais pas beaucoup d'oreille musicale, mais ça, ça se développe. La création, de toute façon, c'est comme un autre département! J'aime mieux en faire qu'en écouter. J'aime FAIRE, être en action.» De la guitare, il passe à la

batterie. «C'était facile pour moi, je pouvais embarquer dans n'importe quel rythme.» A travers différents groupes improvisés, tel les Hollywood Mufflers, jouant le plus souvent dans des petits bars, il rencontre Jimmy, Pat, Serge, Mike, dans l'ordre du désordre... Ce qui l'amène, avec les Colocs, à être remarqué au Festival International de rock de Montréal (FIRM) en 1991.

LE CLOWN INQUIET

suite de la page 11



- «Je suis inquiet depuis que j'suis jeune.»
- «Curieux aussi!?»
- «Curieux, mais inquiet d'abord. Et ça développe la curiosité.»
- «C'est quoi cette inquiétude?»
- «Je ne sais pas. J'ai toujours été inquiet, mais en même temps... j'"aime ça"! Très jeune j'étais inquiet. Quand j'étais petit, je disais à ma mère en rentrant de dehors: "Il me semble que j'ai vu quelqu'un". Mais il n'y avait personne! Je faisais des histoires avec ça!»

L'amusement est une façon de soigner l'inquiétude. Ce n'est pas une contradiction. «Je suis inquiet», constate Fortin, «mais je rassure du monde. Comment j'arrive à faire ça? Je ne sais pas. J'imagine que quand l'optimiste dit "on va faire comme ci, on va faire comme ça", ça rassure son monde.» 

- 1 Son répondeur téléphonique affirme: «Salut, laissez-moi un message... pas trop long s.v.p.»!
- 2 Vous aurez reconnu l'ex-maire Doré... qui aurait dû s'y reconnaître.
- 3 Le Shed Café, rue Saint-Laurent à Montréal, est un lieu branché par excellence depuis quelques années, où il fait bon se montrer. Un ami de Fortin entraîne patiemment son petit chien à aller chier sur le trottoir en face...



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

☐ Abonnement individuel	1 an : 20,00 \$
☐ Abonnement individuel	2 ans : 35,00 \$
☐ Abonnement individuel à l'extérieur du Canada	1 an : 25,00 \$
☐ Abonnement institutionnel	1 an : 28,00 \$
☐ Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada	1 an : 33,00 \$
☐ Abonnement de soutien	1 an : 28,00 \$
☐ Étudiants / Sans-emploi	1 an : 14,00 \$
☐ Numéro individuel	3,75 \$ + 1,25 \$ poste

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

PAIEMENT INCLUS : _____

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998

Gosselin & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 430, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2E 1A7
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090 TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099



Fédération des professionnelles et
professionnels de l'éducation du
Québec (CEQ)

**Au service des jeunes et des adultes
dans les commissions scolaires.**

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

La formation, un atout pour l'action!

Production vidéo ♦ Formation ♦ Location de salles



1212, rue Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7
Tél. (514) 524-3561



à l'aube de l'an 2000...

LA SOLIDARITÉ

COLLOQUE DU 20^e ANNIVERSAIRE DU CISO

Le vendredi soir 26 MAI et
le samedi 27 MAI 1995

Soirée : **SPECTACLE-BÉNÉFICE**
samedi à 20 h

Collège de Maisonneuve • 2700, RUE BOURBONNIÈRE (coin Sherbrooke Est) MONTRÉAL (sortie métro Pie IX)

Le vendredi soir 26 mai

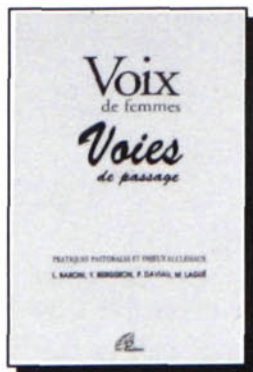
19 h 30 : rétrospective du travail
du CISO réalisé pendant
ses 20 ans d'existence

- des retrouvailles
- des témoignages
- des moments d'histoire évoqués

Le samedi 27 mai

matin : conférences
conférencière et conférenciers
internationaux et nationaux
après-midi : ateliers
soir (20 h) : à l'auditorium
SPECTACLE-BÉNÉFICE

Date limite d'inscription au colloque : le 19 mai 1995
Information : Téléphone (514) 356-8888 • Télécopieur (514) 356-0475



264 pages, 20,50 \$

Voix de femmes, Voies de passage

LISE BARONI, YVONNE BERGERON, PIERRETTE DAVIAU, MICHELINE LAGUÉ

225 travailleuses en Église s'expriment sur leurs pratiques pastorales et
leur visées d'avenir ; 4 chercheuses en dégagent les enjeux ecclésiaux.

*Un SOS pour l'Église :
mieux vaut le lire
qu'en entendre parler seulement !*

Une publication



INDIANITÉS

Du nord de l'Amérique indienne



À L'OMBRE DE ZAPATA

Vivre et mourir dans le Chiapas

Marie-José Nadal



Marie-Josée NADAL, *À l'ombre de Zapata: Vivre ou mourir dans le Chiapas*, éd. La pleine lune, 1994, 272 pages.

Cet ouvrage nous invite à saisir la complexité du contexte social et historique qui précède le soulèvement indien du Chiapas. Avec la traduction de 20 textes, surtout de l'armée zapatiste (EZLN), on se sent proche de l'action. Action enracinée dans la culture mexicaine, ce qui explique une partie de sa popularité. L'EZLN puise au mythe révolutionnaire, symbolisé par Zapata, autant qu'il exprime sa révolte en empruntant à l'imaginaire maya. L'auteure évite de trop tomber dans le pamphlet, en soulignant, avec justesse, l'existence de divisions, économiques et politiques, au sein des communautés autochtones. Mais l'enjeu de cette révolte demeure d'éradiquer les problèmes persistants que sont la faim, l'absence de services, et la mort causée par des maladies guérissables. Or, les changements resteront superficiels, si rapports de forces et exercice du pouvoir ne sont pas modifiés.

Le travail d'édition aurait pu être amélioré en traduisant les citations en tête de chapitre, en offrant une carte de la région chiapanèque et en joignant une brève chronologie de l'histoire mexicaine. Et cette «société civile», quelle est son influence, son degré d'autonomie politique? Car même si l'EZLN compte sur elle, d'autres la croient fragile et partisane... [JULIE PERREAULT]

Collectif sous la dir. de Marie LÉGER, *Des peuples enfin reconnus*, Éd. Écosociété, 1994, 312 pages.

Des peuples enfin reconnus aurait pu avoir comme titre «Immigrants dans leur propre terre». Ce livre raconte le long combat autochtone, commencé il y a des siècles. Prisonniers-ères d'une politique coloniale implacable, les premiers habitants-es de l'Amérique ont une histoire peu connue de marches vers la liberté.

Ce n'est qu'au début des années 70 que l'ONU s'est souciée du problème autochtone. Les représentations nationales avaient jusque-là empêché la reconnaissance des problèmes. La venue d'ONG internationales composées d'experts qui travaillent, à titre personnel ne représentant aucun état, au sein de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, aura décisivement stimulé l'ONU. [ROBERT GERVAIS]

...

Somme bien documentée, l'ouvrage est probablement une première, du moins en langue française. En début: une petite histoire de la cohabitation Blanche-Autochtone en Amérique. En deuxième partie: différents modèles de coexistence politique, qui peuvent aider l'imaginaire d'ici... [DANIEL S.-LEGAULT]

Collectif sous la direction de Marie Léger

Des peuples enfin reconnus



Haut est le Pérou, Texte de Julio CORTAZAR et photographies de Manja OFFERHAUS, VLB Éditeur et Éditions Unesco, 1994, 63 pages.

Un livre libre et subjectif. Une photographie surprise par un écrivain qui «veut écrire flou». Un écrivain qui tente des «textes parallèles». «Si les phrases ne sont pas un commentaire, les photos ne sont pas une illustration.» Le duo passe à l'occasion par des bribes de dialogue oral entre Cortazar et la photographe.

D'une écriture négligée et intelligente, Cortazar joue sur une allégorie «toiles d'araignées» (textes ou photos) versus «mouches» (la réalité à saisir).

D'origine argentine, décédé en 1984, Cortazar vivait en France depuis longtemps: ses commentaires ne sont pas dénués d'un exotisme dont nous serions capables.

Les photos, outre celles des deux auteurs, présentent des Indiens-nés du Pérou. Très belles photos, en «duotones» noir-jaune, qui souffrent autant que certaines pages de texte d'un important problème d'impression, incompréhensible pour un livre de cette catégorie. [D. S.-LEGAULT]

Personnes sidéennes et personnes âgées

LA COHABITATION

La maison Richard G. Desjardins à Longueuil

RAYMOND LANGEVIN

Richard G. Desjardins était propriétaire, avec son conjoint Richard Surducan, d'une maison d'hébergement pour personnes âgées. Ces dernières, le côtoyant à chaque jour parce qu'il y travaillait, le savaient atteint d'une terrible maladie: le SIDA. La maison d'hébergement de Longueuil, suite à son décès, porte désormais son nom et accueille à la fois des personnes atteintes du sida et des personnes âgées.

LA TRANSFORMATION

Après le décès de son ami, Richard Surducan pense vendre sa maison. Il décide d'aller travailler quelques mois dans une maison d'hébergement accueillant

des personnes atteintes du sida pour voir comment cela se passe quotidiennement. Il constate alors que la problématique d'hébergement de cette clientèle présente des similitudes avec celle des personnes âgées. «Dans les deux cas, dit-il, il s'agit d'un service à rendre. Qu'une personne âgée ou qu'une personne atteinte du sida ait une perte importante d'autonomie, le travail du préposé aux bénéficiaires ne diffère guère.»

Après quelques mois de réflexion, Surducan prend la décision de conserver sa maison et de la transformer en maison d'hébergement accueillant des personnes atteintes du sida.

Simultanément, Richard Surducan entreprend, en collaboration avec des spécialistes du sida, de préparer les person-

nes âgées à cohabiter avec des personnes atteintes du sida. Les mesures de prévention leur sont alors expliquées, et il rencontre les proches parents pour les rassurer. Cette démarche de sensibilisation sera d'autant plus facilitée que les personnes âgées habitant la maison ont très bien connu son conjoint et ont été des témoins privilégiés de sa longue et pénible agonie. Seule une dame, Alexina Côté, décidera de partir pour mieux revenir quelques mois plus tard. «Mes craintes étant atténuées, explique-t-elle, et je me suis rendu compte que l'intimité d'une petite maison d'hébergement me manquait.»

La cohabitation de personnes âgées et de personnes sidéennes s'est ainsi effectuée en douceur. «Les deux groupes partagent les mêmes repas, jouent aux cartes et leurs visiteurs se mélangent dorénavant après avoir compris que le sida ne s'attrape pas en se donnant une poignée de main», me dit Richard Surducan. Pour Germaine Ferland, «doyenne» des bénéficiaires de la maison d'hébergement, «les personnes sidéennes sont avant tout des êtres humains... victimes d'une terrible maladie.» Ainsi, au mois d'août 1994, la Maison Richard G. Desjardins devient la première résidence (et sera en 95 encore la seule) à accueillir des personnes atteintes du sida et des personnes âgées.

«UNE CLIENTÈLE À LA FOIS»

Opérer une maison d'hébergement pour personnes atteintes du sida nécessite des coûts plus élevés que s'il s'agissait de



PHOTOS: YVES PROVENCHER

personnes âgées. Il faut ajouter du personnel de garde supplémentaire et prévoir l'achat de lits d'hôpital. Richard Surducan entreprend alors des démarches auprès de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie pour obtenir une subvention pour compléter cette transformation. Avant même d'avoir étudié cette demande, certains dirigeants-es de la Régie lui font comprendre qu'il devra se spécialiser auprès d'une seule clientèle parce que, selon leurs critères, il s'agit de deux clientèles différentes.

Espérant voir sa demande de subvention acceptée, et considérant le nombre élevé de personnes atteintes du sida qui désirent une place, le conseil d'administration de la maison décide au début de 1995 de donner suite à la recommandation de la Régie régionale, en desservant exclusivement des personnes sidéennes. Richard Surducan entreprend aussitôt, en collaboration avec les travailleurs-ses sociaux-les du CLSC, des démarches pour reloger les personnes âgées vers d'autres centres d'accueil. Entre-temps, la Régie lui apprend que la demande de subvention est refusée.

La Régie invoque que le projet d'une maison d'hébergement pour personnes sidéennes est trop coûteux et qu'elle tient davantage à favoriser des organismes leur dispensant des services dits légers (information, prévention, co-voiturage, écoute et accompagnement). Richard Surducan qualifie cette décision d'absurde. «Les services lourds ne sont que la prolongation des services légers à offrir aux personnes atteintes du sida. En fait, ces dernières subissent tôt ou tard une perte d'autonomie tellement importante qu'elles doivent recourir inévitablement aux services lourds. L'avènement de maisons d'hébergement pour les personnes atteintes du sida ne constitue sûrement pas une "mode" comme le prétendent certains dirigeants de la Régie.»

«Où sont les véritables économies lorsqu'une personne atteinte du sida doit être hospitalisée durant une période prolongée?», se demande Richard Surducan. Selon les données fournies par Lauréanne Collin, de la Direction des relations avec la communauté de la Régie régionale de Montréal, le coût d'hébergement annuel pour une personne dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée du réseau public se situe entre 40 000\$ à 60 000\$ par an. En guise de comparaison, Richard



Surducan prévoyait héberger environ 10 personnes atteintes du sida avec un budget annuel de 145 000\$.

Suite à ce refus, le conseil d'administration a opté pour maintenir la cohabitation de personnes âgées et de personnes sidéennes. Richard Surducan explique cette volte-face comme suit: «Tout d'abord, c'est une question de survie pour la maison. Aussi drôle que cela puisse paraître, la contribution monétaire mensuelle des personnes âgées est légèrement supérieure à celle des personnes sidéennes, soit 625\$ contre 481\$. Les personnes âgées habitant notre maison ont une capacité de payer que ne possèdent même pas les personnes atteintes du sida; ces dernières recevant pour la plupart de l'aide sociale ou ont de très faibles revenus. Cette décision, ajoute-t-il, nous permettra également de démontrer que la problématique d'hébergement est la même pour les deux groupes contrairement aux prétentions des dirigeants de la Régie régionale.»

LES COÛTS D'OPÉRATION

En retour des frais d'hébergement exigés, la maison fournit aux six personnes sidéennes et aux quatre personnes âgées les services suivants: la nourriture, les frais d'entretien, l'accompagnement, le soutien tant sur les plans moral que physique, l'aide aux familles, les soins médicaux à domicile, le suivi aux hôpitaux Charles-Lemoyne et Pierre-Boucher. Elle offre aussi le co-voiturage aux personnes sidéennes vivant à l'extérieur

de la maison d'hébergement, et un café-rencontre. Trois personnes, dont deux salariées, dispensent ces services. Quelques bénévoles donnent fréquemment de leur temps pour permettre aux employés-es de souffler un peu.

La Maison Richard G. Desjardins fait donc face à des coûts d'opération assez élevés, et qui le seraient encore plus sans l'apport de bénévoles. Les prévisions budgétaires annuelles soumises dans la demande de subvention étaient les suivantes: 145 000\$ pour faire fonctionner une maison accueillant uniquement des personnes sidéennes dont moins de 40 000\$ en coûts salariaux, tandis que les revenus anticipés par la contribution attendue des personnes bénéficiaires se situaient à près de 52 000\$. C'était donc pour combler un déficit légèrement supérieur à 90 000\$ qu'une demande de subvention avait été adressée à la Régie régionale. «Malgré l'apport supplémentaire provenant de la contribution des personnes âgées, le déficit prévu se situera à près de 65 000\$», tient à préciser Richard Surducan.

Des pourparlers ont été entrepris auprès du CLSC afin de vérifier si les personnes sidéennes qui vivent en maison d'hébergement peuvent être admissibles au programme SISMAD-SIDA au même titre que les personnes occupant leur propre logement. Le montant octroyé, soit 228\$ par semaine, pourrait servir à combler le déficit anticipé de la maison.

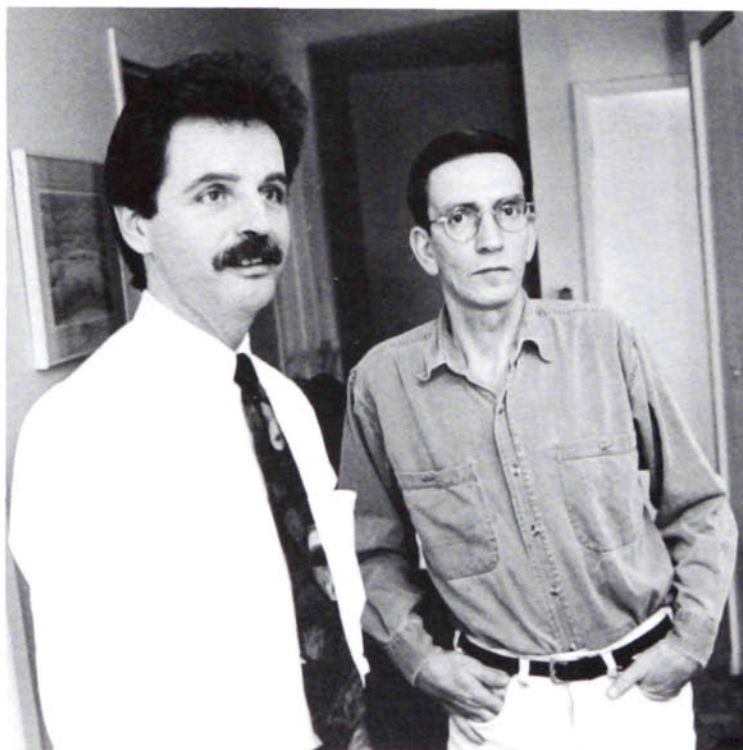
Pour le moment, le problème du sous-financement ne s'est pas posé avec

acuité. La seule personne qui requerrait des soins médicaux particuliers au moment de la réalisation de ce reportage

possédait sa propre assurance pour défrayer les coûts d'embauche d'une infirmière. «Mais qu'advient-il des

autres personnes lorsqu'elles nécessiteront des soins médicaux plus importants?» se demande Surducan.

Richard Surducan et Gilles Thériault



L'OUVERTURE D'ESPRIT

Le témoignage de Gilles permet de mesurer l'importance des maisons d'hébergement pour personnes atteintes du sida. «En juin 1994, je croupissais seul dans mon appartement. Je ne mangeais plus depuis une dizaine de jours et mon poids n'était plus que de 42 kilos. J'attendais la mort. Une amie religieuse passant par hasard chez moi me voit dans ce triste état. Elle entreprend aussitôt des démarches auprès de Richard Surducan pour que je puisse aller habiter sa maison d'hébergement. Huit mois plus tard, je suis toujours vivant et je suis revenu à mon poids normal.»

Gilles termine l'entrevue avec la réflexion suivante: «Si la population démontrait autant d'ouverture d'esprit que les personnes âgées habitant cette résidence, il serait probablement plus facile d'accepter le sort qui nous attend.»

16

Québec, un pays à portée de main !

Publication de 616 pages, 14.95\$

Pourquoi l'indépendance ?

- Mépris de la constitution
- Finances publiques
- Invasion fédérale
- Génocide des francophones
- Négociation impossible

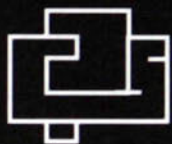
L'Action
NATIONALE

1259, rue Berri, bur. 320
Montréal • H2L 4C7
(514) 845-8533

UN QUÉBEC SOUVERAIN
*pour une société laïque,
francophone, solidaire
et démocratique.*



Alliance des professeurs
et professeurs de Montréal (CEO)



*Par les temps qui courent,
trop peu de gens disent aux professionnelles
et professionnels de la santé à quel point
ils sont précieux à l'amélioration de la qualité
de vie des Québécoises et des Québécois.*



.....
En ce 1^{er} mai, la Centrale des professionnelles
et professionnels de la santé
tient à souligner la valeur
du travail de ses membres.

CENTRALE
DES PROFESSIONNELLES
ET PROFESSIONNELS
DE LA SANTÉ





LE FIL DU TEMPS

PHOTOS: BERNARD JEAY
TEXTE: HAMID LAÏDAOUI

Emportés par la foule qui nous draine et nous entraîne, chantait la même Piaf. L'homme et sa fiancée ont été, de tout temps, attirés par les files d'attente. Que ce soit pour manger dans un resto célèbre, retourner les étreintes des fêtes, courir les *Boxing days* et autres soldes annuels, se précipiter pour les REER ou les soupes populaires.

L'ANONYMAT COLLECTIF

«Oyez, braves gens qui vous ennuyez», clament les médias. «Venez nombreux pour vous recueillir, vous baigner ou acheter le dernier gadget en ville!»

Il n'y a de communautaire que l'illusion d'être ensemble, se plaignait Vaneigem (*Traité du savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard). Mais son désarroi au contact des foules exprime l'angoisse et la difficulté de vivre comme dans les peintures d'Edvard Munch.

Combien au contraire sont ces hommes et ces femmes qui, pour fuir la grisaille et la monotonie, se fondent dans la foule en quête d'une dérive psycho-géographique.

LA SOLIDARITÉ

Malgré cette époque de sinistrose et d'individualisme, un geste spontané de solidarité s'opère dès qu'il s'agit d'une noble cause. C'est ainsi que des milliers de personnes ont défilé pour se recueillir après le massacre de Poly ou pour déposer leur obole lors d'une guignolée ou à l'appel des organismes caritatifs.

Heureusement l'homo sociologicus est un dépassement de l'homo oeconomicus, constate le sociologue Raymond Boudon (*La logique du social*, éd. Pluriel). Au grégarisme mercantile et à la dictature du gadget, il oppose la solidarité sociale, au mensonge réifiant la vérité subjective. Alors, manipulation des foules ou social éclaté? Au fil du temps l'humain, tantôt prométhéen, tantôt dionysiaque, est toujours à la recherche du social perdu. 



Les relations entre l'État et le communautaire:



Remise du prix Simone Monet-Chartrand à Lucie Bélanger, de Relais-femmes, par Lisette Lapointe, le 8 mars 1995 au Centre des femmes de Montréal.

PHOTO: XAVIER LLUIS, CHRONO-PRESSE

UN MARIAGE DE RAISON?

LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE QUÉBÉCOIS A BIEN CHANGÉ DEPUIS 30 ANS. LES GROUPES POPULAIRES ÉTAIENT UN LIEU DE MILITANTISME; ILS SONT EN TRAIN DE DEVENIR UN NOUVEAU SECTEUR D'EMPLOIS. CHAQUE NOUVEAU PROBLÈME SOCIAL SUSCITE LA CRÉATION DE NOUVEAUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. ILS SONT MAINTENANT PLUS DE 3 000 AU QUÉBEC, DANS TOUTES LES RÉGIONS, PRÊTS À OFFRIR UN SERVICE DE PREMIÈRE LIGNE BIEN DIFFÉRENT DE CELUI DISPENSÉ PAR LE RÉSEAU PUBLIC. ON LE DIT PLUS HUMAIN, PLUS DÉMOCRATIQUE. MAIS POUR L'ÉTAT, C'EST SURTOUT MOINS COÛTEUX!

À L'HEURE DE NOUVELLES COMPRESSIONS DANS LES BUDGETS SOCIAUX ACCOMPAGNÉES D'UN MOUVEMENT IMPORTANT DE DÉCENTRALISATION, QUE NOUS RÉSERVENT CES NOUVEAUX RAPPORTS ÉTAT-COMMUNAUTAIRE? LE COMMUNAUTAIRE EST-IL EN TRAIN DE VENDRE SON ÂME POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS?

UN DOSSIER RÉALISÉ ET ÉCRIT PAR JEAN ROBITAILLE

DES INTÉRÊTS CONVERGENTS

AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DES ANNÉES 60, L'ÉTAT-PROVIDENCE NAISSANT
A EU BESOIN DE S'APPUYER SUR LE MOUVEMENT SYNDICAL POUR SE DÉVELOPPER. L'ÉTAT EN CRISE
D'AUJOURD'HUI A BESOIN DE S'APPUYER SUR LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR SE RETIRER!

L'État du début des années 60 est confronté à d'énormes défis. Dans le domaine de la santé, de l'éducation, les trous sont béants, les disparités énormes, les services morcelés. Pour constituer un État national moderne, laïc, qui assume pleinement le développement social et économique du Québec, un consensus social s'impose. Le partenariat État-mouvement syndical est alors essentiel à la constitution d'un État-Providance. L'organisation syndicale y gagnera beaucoup. L'adoption du Code du travail en 1964, la syndicalisation des employés-es de l'État à la même époque et la reconnaissance de leur droit de grève sont le résultat de cette conjoncture particulière.

L'État y trouve son compte. Il normalise et domestique ses rapports avec les milliers de travailleurs-ses qui seront appelés à relever les défis sociaux dorénavant dévolus à l'État moderne.

À LA DIÈTE

Aujourd'hui, ce même État est critiqué de toutes parts pour son caractère technocratique, bureaucratique. Pour reprendre les termes de Jacques Grand'Maison, malgré

des moyens substantiels, l'État n'a pas réussi à régler aucun des graves problèmes sociaux qui nous confrontent. Son pouvoir est affaibli par la mondialisation des marchés. Il est endetté. Et les problèmes sociaux, loin d'être résolus, se multiplient, se complexifient. «L'État doit faire plus avec moins», voilà la nouvelle maxime de nos gestionnaires publics.

L'État en crise a donc à nouveau besoin d'un partenaire fiable pour opérer les transformations qu'il s'impose. Les intérêts du mouvement syndical ne convergent plus avec ceux de ce nouvel État contraint à une diète sévère. Mais le mouvement communautaire apparaît comme le partenaire tout désigné. Et depuis le temps que le mouvement communautaire lutte pour sa reconnaissance...

Les besoins de l'État à l'égard du communautaire se résument ainsi:

- Assurer la complémentarité du réseau public dans la dispensation des services socio-sanitaires. En clair, assumer tout ce qui déborde, ou ce que l'État ne veut pas ou plus prendre à sa charge (ex: maintien à domicile, violence conjugale, nourrir les enfants des quartiers

défavorisés, etc.);

- Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des personnes sans emploi qui sont à la charge de l'État par le biais des programmes d'employabilité;
- Revitaliser les communautés locales, participer au processus de «communautarisation», de démocratisation des communautés locales;
- Faire jouer par le communautaire un rôle de contrôle social des populations à risque (ex: délinquance juvénile, prostitution, itinérance, problèmes de santé mentale, encadrement des personnes assistées sociales, etc.).

...

Mais le communautaire a également besoin de l'État. Il compte bien que sa reconnaissance par l'État se traduise par un meilleur financement. Il pourra ainsi rendre plus accessibles les services alternatifs qu'il offre. Le mouvement communautaire aspire aussi à une démocratisation et un élargissement de la société civile. Il veut représenter les exclus-es et il s'affiche comme un nouveau partenaire, incontournable, de la définition et de l'organisation de notre vie en société. 

Les 2 porcs-épics

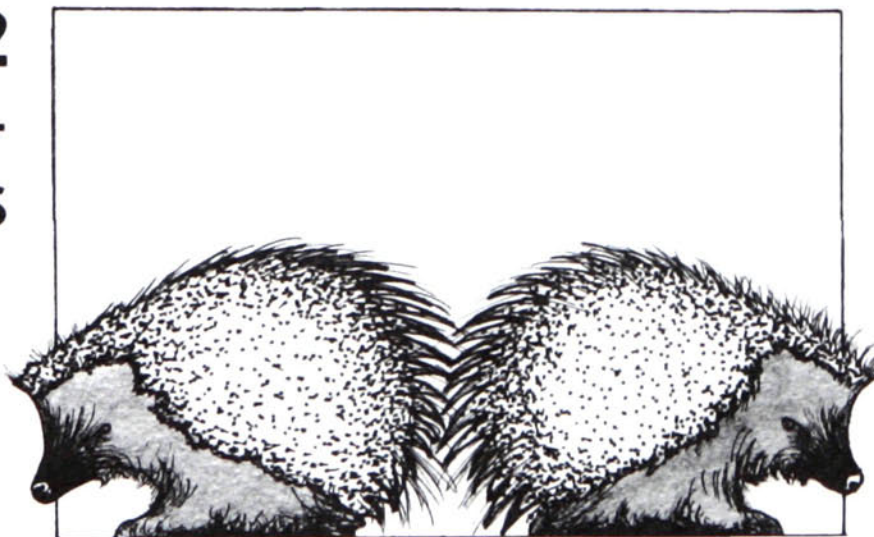


ILLUSTRATION DENIS RIOUX

L'autonomie du mouvement communautaire est une question hautement épineuse. Jusqu'où le communautaire a-t-il besoin de l'État? Et la réciproque est aussi vraie. Jacques Fournier, du CLSC Longueuil-Ouest, nous fournit une belle image pour illustrer cette tension. «Ça me fait penser à deux porcs-épics en hiver. Ils ont froids et ils ont besoin de se réchauffer. Ils ont tout intérêt à se rapprocher. Mais attention, pas trop proche parce que sinon, ça pourrait piquer...» 

Le mouvement communautaire au Québec depuis 1960

UNE PRÉSENCE TENTACULAIRE

D'après un texte de
LUCIE BÉLANGER,
LORRAINE GUAY et
VINCENT GREASON

C'est au début des années 60 que naît véritablement ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler le mouvement communautaire autonome. Car l'émergence de l'État moderne n'entraîne pas automatiquement la disparition de la pauvreté, de la discrimination, de l'exploitation.

Un changement majeur s'opère alors dans la façon de comprendre et d'agir face aux conséquences du mal développement. À partir de 1960, on voit en effet se consommer une rupture avec les élites traditionnelles et leurs modes de prise en charge des plus démunis-es.

Alors que la Société Saint-Vincent-de-Paul et les organismes gravitant autour de l'Église et de ses institutions continuent d'être très actifs dans les loisirs et les activités charitables, on voit naître les premiers comités de citoyens-nés issus des milieux défavorisés. Ces comités ne quêtent plus des paniers de Noël mais revendiquent de meilleures conditions de vie: logement, parc, école, centres communautaires, etc. Ces comités rejettent la dépendance: ils misent sur la participation des premiers concernés par les injustices, sur la reconnaissance de leurs droits et sur l'action collec-



tive. Cela restera l'origine, l'âme et le cœur du mouvement communautaire autonome québécois. Au *Maîtres chez nous* du début de la décennie, les groupes populaires allaient répondre par *Le pouvoir aux citoyens... mais pas n'importe quels citoyens!*.

DANS TOUS LES SECTEURS

Aux stratégies de revendication et de pression sur les pouvoirs publics, s'ajoute la création de services communautaires contrôlés par les citoyens-nés eux-mêmes. On assiste alors à un véritable déferlement d'initiatives créatrices:

- comptoirs alimentaires coopératifs soutenus par les ACEF;

- cliniques médicales;
- services juridiques;
- centres d'éducation de quartier;
- associations de locataires;
- regroupements d'assistés sociaux (ADDs) et des avocats populaires;
- groupes de soutien en formation, information, documentation;
- premières garderies.

La conception du service est et restera différente.

Côté solidarité internationale, il est révélateur de constater que les premiers groupes se forment autour de l'appui au Chili d'Allende. Plus tard ce sera le Nicaragua des Sandinistes et les oppositions aux dictatures militaires du Salvador et du Guatemala, ceci en confrontation perpétuelle

avec la politique extérieure canadienne.

C'est à cette époque que débute la longue et dure bataille du financement par l'État de l'éducation populaire autonome. «Les groupes entendent faire valoir qu'ils ont une contribution spécifique dans les milieux où ils oeuvrent, qu'ils doivent être financés en conséquence, que ce financement doit cesser d'être aléatoire.»¹

MOUVEMENTS DE FEMMES

Puisant dans ses luttes historiques, le mouvement des femmes continue, intensifie et diversifie ses actions directes, ses pressions, ses négociations pour modifier le sort et la place des femmes dans notre société. Seront mis sur pied des organismes aussi variés que la Fédération des Femmes du Québec (1966), l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (1966), le Front de libération des femmes du Québec (1969), les comités de condition féminine dans les grandes centrales syndicales. Les politiques gouvernementales en seront fortement influencées et donneront naissance au Conseil du statut de la femme (1973) et à la publication en 1978 d'un mémoire qui fera époque: *Pour les Québécoises, égalité et indépendance*.

fération des journaux et des radios communautaires;

– la santé et le bien-être où se multiplient les ressources et services qui cherchent autrement à répondre à de nouveaux besoins issus à la fois de nouvelles exclusions sociales et économiques et des rigidités du réseau public. On trouve des ressources alternatives en santé mentale, des groupes SIDA, de l'intervention auprès des hommes violents, des cuisines collectives, un mouvement pour l'humanisation des naissances, des ressources pour toxicomanes, etc.;

– le travail où, avec les Coopératives de travail, les Corporations de développement économique communautaire s'affairent à des solutions novatrices aux problèmes d'exclusion du marché du travail. De nombreuses initiatives visent soit le maintien et la création d'emplois, soit le développement de l'employabilité, soit une combinaison des deux (telle l'expérience du Carrefour Jeunesse-Emploi). Au niveau provincial, le réseau des SEMO date d'une vingtaine d'années. Fondé par des groupes de quartier, il vise par exemple à con-

ter l'exclusion du travail de citoyens-nés particulièrement discriminés tels les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les toxicomanes, etc.

AGIR LOCALEMENT

Au niveau régional, de nombreux groupes sont engagés dans le développement local, poursuivant une démarche d'expérimentation et d'innovation (ex: la coopérative de tomates de Manseau, le JAL, etc.).

Des groupes de défense de

droits des chômeurs-ses, le Mouvement Action-Chômage par exemple, continuent d'être très actifs.

On doit également mentionner la contribution importante des groupes pacifistes, environnementaux et de coopération internationale.

Des luttes, récemment, sont initiées, entre autres par la TROVEP de Montréal, contre les programmes d'employabilité du fédéral (PDE, article 25, etc.). Les comités d'assistés-es sociaux et de nombreux groupes communautaires attaquent les programmes provinciaux (EXTRA, PAIE, Corporation intermédiaire de travail, formation obligatoire, etc.). Des réflexions sont menées dans divers milieux sur le sens même de la croissance économique et du progrès social, et sur les mutations profondes du travail dans les sociétés dites «développées» (mutations liées à la fois à la mondialisation des marchés et aux poussées technologiques). Les revendications du mouvement communautaire visent de plus en plus la création d'emplois socialement utiles et qui expérimentent de nouvelles formes de gestion et d'organisation du travail. 

Manifestation pacifiste de femmes, à Ottawa, le 8 mai 1983.

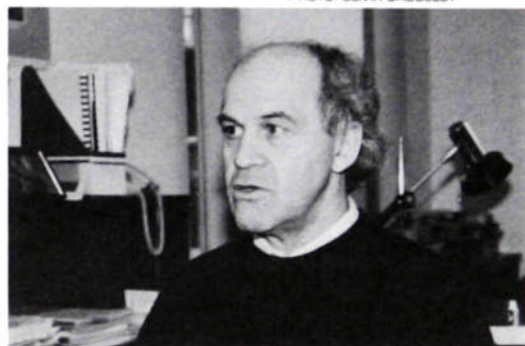
PHOTO: MARTINE D'AMOURS



- 1 *Mouvement populaire et intervention communautaire: de 1960 à nos jours. Continuités et ruptures.* CFP et les Éditions du Fleuve-Alternatives, Louis Favreau, 1989.
- 2 Ibid.

PRÉSENTATION D'AUTEURS:
L.BÉLANGER, L.GUAY et V.GREASON ont écrit en janvier dernier un document de réflexion intitulé «Le Secrétariat d'Etat à l'action communautaire autonome». Le présent article reprend de larges extraits de l'historique de ce document.

«**L**e temps est venu de reconnaître le secteur communautaire comme un partenaire de l'État au même titre que ses institutions locales, les CLSC, les bureaux d'aide juridique, les commissions scolaires, etc.¹» Voilà ce que le gouvernement péquiste avait à proposer le 17 janvier dernier aux représentants-es du mouvement communautaire. Et voici ce que le mouvement communautaire aurait voulu entendre: «Le temps est venu de reconnaître le secteur communautaire comme un partenaire de l'État au même titre que le mouvement syndical, le monde des affaires, les municipalités, etc.»



Joseph Giguère

qu'il en soit ainsi. Le communautaire doit représenter plus que la mystique de l'exclusion, il doit représenter les exclus.»

PARTENAIRES...

SORTIR DES LIGUES MINEURES

Toute la différence est là: à quel niveau de pouvoirs le communautaire pourra-t-il intervenir? Dans les ligues mineures ou dans les ligues majeures?

Le mouvement communautaire a des prétentions, d'ordre politique, dont celle de parler au nom des exclus-es. **Vivian Labrie**, militante de Québec, l'exprime bien quand elle dit que «dans notre hiérarchie sociale, en dessous du mouvement syndical, il n'y a pas de représentant reconnu.» Mais le mouvement communautaire a des croûtes à manger, reconnaît-elle. «Pour vraiment jouer le rôle de contre-pouvoir politique, le communautaire va devoir relever le défi de constituer un mouvement de masse plus organisé.»

LA MYSTIQUE DES EXCLUS-ES

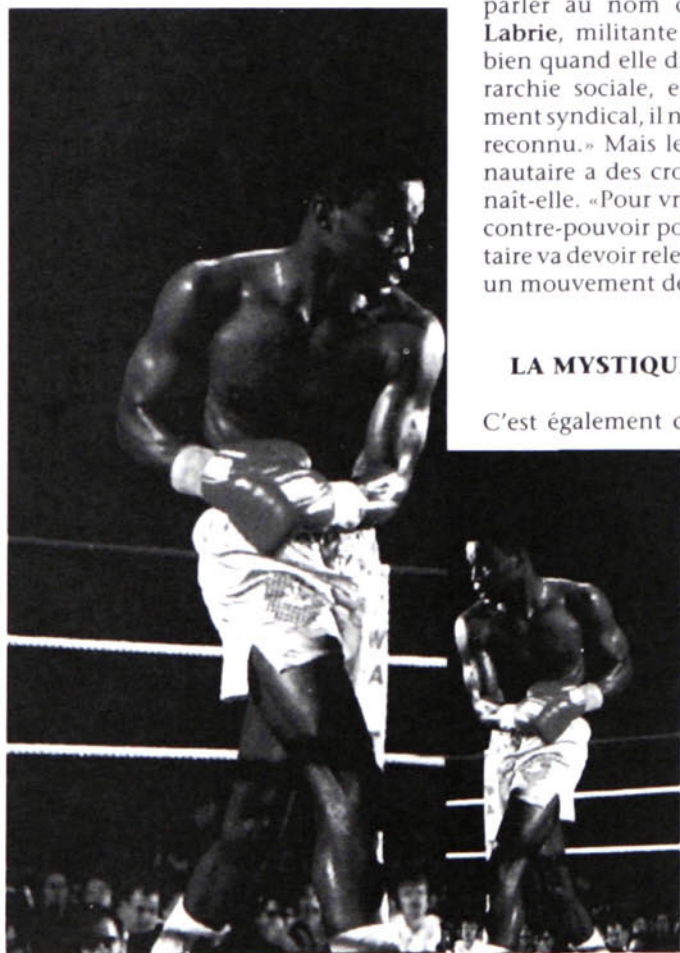
C'est également ce que prétend **Joseph Giguère**, directeur du Centre St-Pierre. «Je me plais à dire que le communautaire est le meilleur représentant des énergies des exclus et des pauvres. Dans l'histoire, la révolution paysanne puis le mouvement syndical ont été le moteur de la justice sociale. Ce rôle appartient maintenant au communautaire. Mais, évidemment, il ne suffit pas de l'affirmer pour

Pour que le communautaire puisse jouer adéquatement ce rôle de représentation politique, il devra en avoir les moyens. La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal rappelait récemment que «si la société comprend que les exclus-es et les marginalisés-es ont le droit d'être aidés-es, il semble plus difficile de percevoir qu'ils et elles ont aussi le droit d'être représentés-es.»

Vivian Labrie ouvre de nouvelles voies en disant qu'il faudrait au mouvement communautaire «l'équivalent de la formule Rand². Une forme de taxation sociale qui nous assurerait que les pauvres soient représentés et entendus.»

UN RAPPORT MARCHAND

Mais comment jouer ce rôle politique quand le financement par programme confine les groupes communautaires à la dispensation de services? **Jean-Yves Joannette**, coordonnateur de la TROVEP de Montréal, est particulièrement virulent. «La lutte pour la reconnaissance de nos services va travestir plein de choses. On participe au *pattern* d'infantilisation des pauvres. On était des Comités de citoyens; on est devenu des organismes à «clientèle». On entre dans un rapport marchand avec le monde. Mais pire, de plus en plus, les groupes sont forcés d'exclure les gens *puckés*. Plutôt que ces gens-là aillent foutre le bordel au bureau d'aide sociale, c'est contre les groupes qui les excluent qu'ils réagissent.»



1 *Le Secrétariat à l'action communautaire*, Document de consultation, Cabinet du Premier ministre, 17 janvier 1995.

2 La formule Rand garantit la perception automatique des cotisations syndicales. Ce fut un gain historique pour l'organisation du mouvement syndical.

La fable du Loup et du Chien

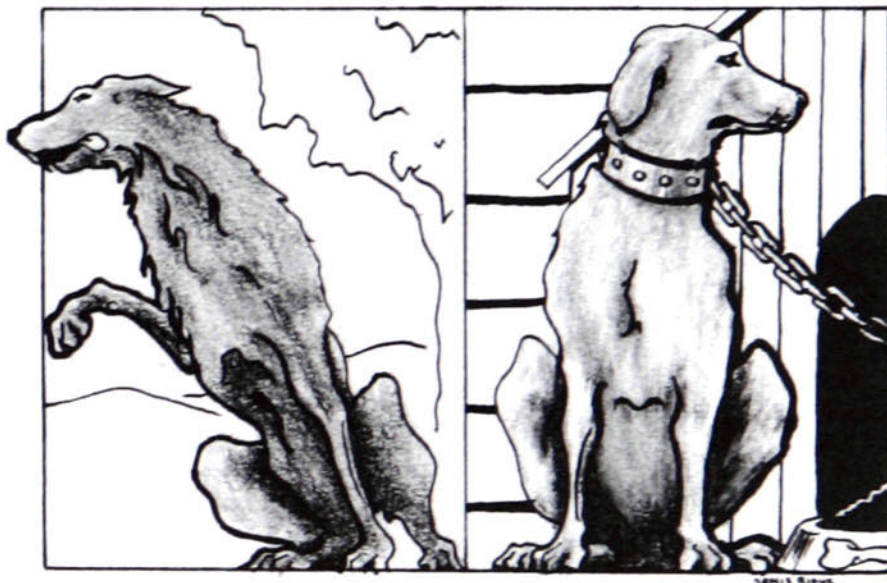


ILLUSTRATION: DENIS RIDoux

Il était une fois un loup qui avait très faim. S'approchant d'une ferme, il aperçut un chien. «Mon dieu, ce que tu es maigre mon pauvre loup», lui cria le chien. Le loup, affamé, se montra curieux. «Comment se fait-il que toi, tu aies l'air aussi vigoureux?», demanda-t-il.

«Je me porte très bien parce que je suis bien nourri par le maître de la ferme. À tous les jours, le maître me tend ses restes et ça me suffit amplement», répondit le chien. «Je

suis sûr que tu pourrais manger avec nous si tu le désires», ajouta-t-il.

Le loup, intéressé par l'offre, s'étonna tout de même de ce que le chien portait autour du cou. Il le questionna encore.

«Ah ça, c'est juste un collier. On l'attache à une corde parce que le maître veut qu'on protège la ferme et qu'on ne s'en éloigne pas.»

Le loup prestement s'enfuit sans manger... 

Le Secrétariat à l'action communautaire (SAC): «L'OMBUDSMAN DES GROUPES»

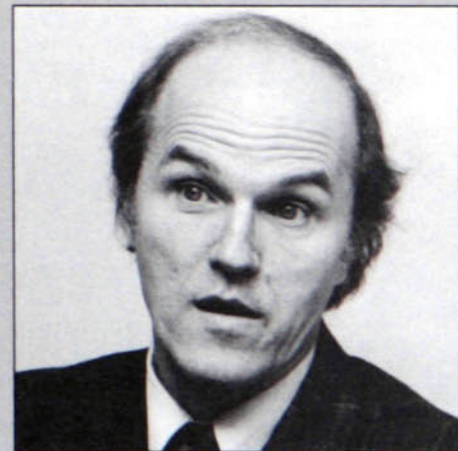
«Le rôle premier du Secrétariat à l'action communautaire sera d'améliorer les relations entre les organismes communautaires, leurs regroupements et le gouvernement», selon Yvon Leclerc qui travaille depuis l'automne dernier à la création du nouveau Secrétariat. Une structure modeste et légère dans l'appareil gouvernemental mais drôlement bien logée - directement dans les bureaux du Premier ministre -, et dirigée par Lisette Lapointe, l'épouse du chef du gouvernement.

Faciliter les relations entre l'État et le communautaire, c'est entre autres, pour Yvon Leclerc, «d'éliminer les exigences qu'on impose aux organismes, souvent plus élevées que celles demandées à des grosses entreprises comme Bell Canada! Des états financiers vérifiés ou des formulaires qui n'en finissent plus, on va oublier ça.»

«Il faut bien comprendre l'objectif du gouvernement, poursuit-il. On veut que les organismes puissent jouer le mieux possible leur rôle qui est d'améliorer les solidarités locales. Et non pas qu'ils soient forcés d'obéir à la techno-structure de l'État. La tentation normative va probablement toujours exister dans la machine d'État; cette tentation de couler les rapports avec les groupes dans un moule rigide. Il nous appartiendra au Secrétariat de veiller au grain. D'être en fait, un peu comme l'ombudsman des groupes.»

On pourrait néanmoins craindre que le gouvernement soit tenté de n'accréditer que les groupes qui feraient son affaire, et qu'il ne profite de l'occasion pour couper les vivres de ceux qui contestent trop. Yvon Leclerc réfute énergiquement cette hypothèse. «Écoute, si tu fais taire ceux et celles qui révèlent les injustices

et qui indiquent les carences du secteur public, comment veux-tu résoudre les problèmes? Ces groupes-là sont porteurs d'un message que les autres acteurs de la société ne livrent pas.» 



Yvon Leclerc

DONNANT-DONNANT

VOUS NE VERREZ JAMAIS UN-E POLITICIEN-NE ADMETTRE QUE LES INTENTIONS DE SON GOUVERNEMENT VISENT À SOUMETTRE LES GROUPES COMMUNAUTAIRES AUX POLITIQUES DE LEUR MINISTÈRE. AU CONTRAIRE, TOUS LES HOMMES ET FEMMES POLITIQUES RENCONTRÉS-ES NOUS AFFIRMENT QUE LA PREMIÈRE CHOSE À PRÉSERVER DANS LES RAPPORTS ÉTAT-COMMUNAUTAIRE EST L'AUTONOMIE DE CE MOUVEMENT.

Les Centres de femmes du Québec ont récemment démontré comment des programmes gouvernementaux de financement pouvaient pervertir leur mission et neutraliser leur approche féministe. C'est le cas du programme PACE (Programme d'action communautaire pour les enfants) qui vise à contrer les effets de la pauvreté chez les enfants de 0 à 5 ans.

Coincés dans un éternel dilemme de sous-financement, les centres de femmes tordent un peu leur mission de base, passent sous silence l'approche féministe pour mieux se classer parmi les autres concurrents à ce programme. La rédaction du projet sera même souvent confiée à une personne contractuelle ou du CLSC qui possède déjà le langage de l'épidémiologie et de la réadaptation des individus à risques. On comprend pourquoi quand on lit les objectifs spécifiques et les résultats à atteindre sur la base desquels le travail des organismes sera évalué: «que 85% des enfants participants maintiennent leur développement psycho-moteur dans les limites reconnues par le pré-test de Denver selon leur catégorie d'âge respectif; que 75% des enfants participants maintiennent ou améliorent leur développement physique selon les courbes de croissance du Centre de recherche de l'Université de Montréal;» etc.

On ne s'étonnerait donc pas que de tels programmes soient dispensés par le biais d'un CLSC, puis ainsi encadrés et évalués. Mais l'époque de l'État mur à mur est révolue: les organismes communautaires sont appelés à dispenser ces programmes, selon les

mêmes termes et conditions que ne l'aurait fait un CLSC, mais à moindre coût.

QUI DÉCIDE?

«Les travailleuses sociales des CLSC nous transfèrent leur clientèle», souligne **Nancy Burrows**, du Centre des femmes de Verdun. «Et c'est pas tant parce qu'elles trippent sur notre approche féministe, mais simplement parce qu'elles ne suffisent pas à la tâche. C'est carrément une forme de *dumping*.» **Michelle Asselin**, coordinatrice de l'R des centres de femmes du Québec, constate que «les modes actuels de financement nous forcent plus au service au détriment de nos autres vocations d'action et d'éducation.»

Ce rôle de complémentarité aux services publics que jouent les organismes communautaires pose en fait toute la question de la provenance des mandats selon **Vivian Labrie** de Québec. Parce que les groupes sont dans une situation financière difficile mais aussi parce qu'ils sont sensibles aux besoins des gens dont ils côtoient la misère quotidiennement, ils acceptent d'embarquer dans des programmes gouvernementaux qui sont loin de leur convenir, mais qui sont mieux que rien. «Les groupes doivent décider si leurs mandats leur viennent du gouvernement ou de leur base. On assiste de plus en plus à l'émergence d'OSBL (organisme sans but lucratif) non-idéologiques. C'est comme une "neutralisation" des OSBL de conscientisation.»

LA CAUTION DU DÉPUTÉ

Le Ministère de l'Éducation vient de servir un autre exemple d'atteinte à l'indépendance des groupes d'éducation populaire autonome. Sous les allures d'une très bonne nouvelle – une augmentation de 45% de l'enveloppe budgétaire qui leur est destinée et l'institution d'un financement triennal –, le ministre Garon imposerait dorénavant l'obligation pour tous

les groupes d'obtenir annuellement trois lettres de recommandation provenant d'institutions du milieu (CLSC, commissions scolaires, etc.) et du député local, qui confirmeraient la pertinence et le dynamisme du travail effectué par l'organisme. Situation qui pourrait devenir gênante pour des groupes de pression qui occupent régulièrement les bureaux de leur député ou pour des groupes qui, pour toutes sortes de raisons, hésitent à s'embarquer dans les multiples projets de partenariat auquel leur CLSC les convie.

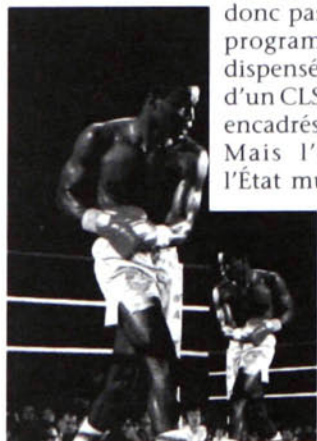
À L'HEURE DU MARKETING

Les organismes communautaires sont également placés devant une autre contradiction: la concurrence entre eux. En effet, surtout en milieu urbain, on trouve souvent plusieurs organismes, avec différentes approches, qui offrent leurs services sur un même territoire à l'intention d'une même clientèle. C'est alors la concurrence dans la chasse aux subventions. Celui qui se conformera le plus fidèlement aux exigences du programme ou qui rejoindra la plus grande clientèle emportera le gros lot! D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'un prof de marketing au Cégep de Maisonneuve affirmait récemment à ses étudiants-es que le mouvement communautaire représentait un des secteurs d'avenir les plus prometteurs pour le marketing! 

PHOTO: OLIVIA BAUDELOT



Michelle Asselin, de l'R des centres de femmes du Québec



La parabole du poisson... revue et corrigée!

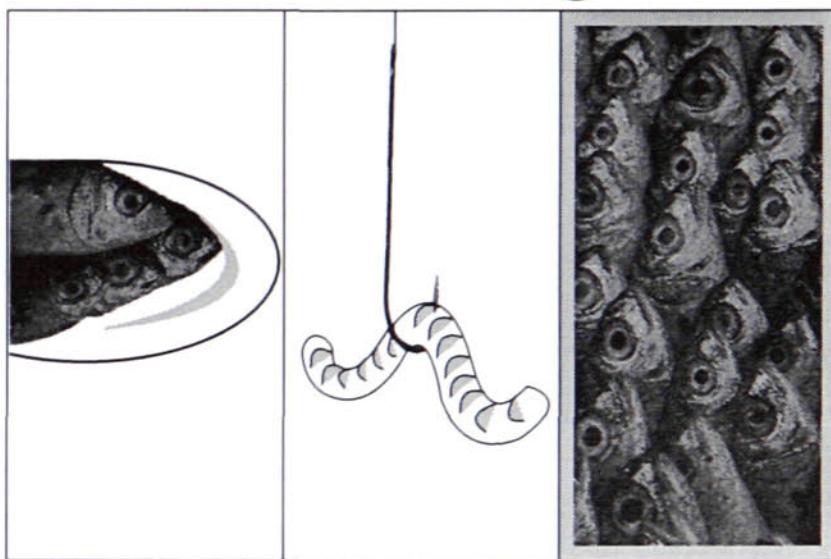


ILLUSTRATION: DENIS RIOUX

PHOTO: OLIVIA BAUDELOT

MICHELLE ASSELIN,
de l'R des Centres
de femmes du
Québec

«On pourrait limiter l'action communautaire à la distribution de poissons aux gens qui ont faim. Bien sûr, on veut leur apprendre à pêcher pour qu'ils n'aient plus faim. Mais, qui vérifie s'il reste du poisson à pêcher? Par le biais de l'éducation populaire, on peut aussi fournir aux personnes les moyens pour prendre en charge la gestion du lac et ainsi assurer qu'il y aura suffisamment de poissons pour tout le monde!»



PHOTO: JOAN F. BURROWS

PROFESSIONNEL-LE EN QUÊTE D'EMPLOI



La professionnalisation des groupes est une des conséquences de la subordination des groupes aux programmes gouvernementaux. Pour rédiger les projets, les administrer et les évaluer selon tous les critères imposés, les groupes sont tentés de recourir aux services d'un personnel professionnel possédant une formation universitaire.

Nancy Burrows, du
Centre des femmes
de Verdun

Un Centre de femmes de l'île de Montréal est effectivement confronté à ce genre de contradictions. La directrice du Centre, qui est psychologue, s'est vue attribuer un salaire deux fois supérieur à la moyenne en vigueur dans les autres centres. Cela ne permet évidemment pas au Centre d'embaucher autant de travailleuses qu'ailleurs. La charge de travail étant pourtant similaire à celle des autres centres, la directrice du Centre utilise systématiquement des femmes assistées sociales, sur des programmes d'employabilité comme Extra, pour effectuer le boulot.

Nancy Burrows souligne que le phénomène de professionnalisation s'explique aussi par les limites du marché de l'emploi. «Beaucoup de professionnelles finissent par chercher de l'emploi dans le communautaire à défaut d'en trouver dans le réseau public ou privé. C'est bien clair que ça contribue à une dépolitisation des groupes.»

Comme les chaises d'un CLSC

« **U**n des problèmes aujourd'hui dans les groupes populaires, c'est que les gens qui y travaillent ne viennent plus des groupes. Ils arrivent avec leurs diplômes; ils regardent le monde, des gens qui n'ont pas beaucoup d'instruction... Ils leur donnent des petites "jobbines", mais ne permettent pas aux gens de prendre leurs responsabilités. Et pourtant, qui a mis en place la Clinique communautaire de Pointe-St-Charles? Des travailleurs d'usine. Qui a fondé le Carrefour populaire, les garderies, l'école d'apprentissage? Du monde de la place! L'amélioration de l'éclairage des rues, ce sont les femmes dans les rencontres-cuisines qui l'ont gagnée. »

DENYSE GAUTHIER A MILITÉ DANS LES GROUPES POPULAIRES PENDANT PLUS DE 40 ANS. ELLE EST DÉCÉDÉE EN FÉVRIER DERNIER. MAIS VO A RECUEILLI SES RÉFLEXIONS SUR L'ÉVOLUTION DU MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE¹. SES PROPOS SONT ENCORE BIEN PERTINENTS. EN VOICI QUELQUES EXTRAITS.

« Actuellement, l'action des gouvernements fait que les groupes communautaires deviennent presque essentiellement des groupes de services pour pallier à l'abandon par l'État de certains services. » Pour dispenser ces services selon le bon vouloir de l'État, ça prend des « professionnels ». « Je trouve que l'État intervient malheureusement pour détruire la nature même du communautaire. Si les groupes deviennent la courroie de transmission des offices gouvernementaux qui font pas leur ouvrage, c'est bien de valeur, mais on va perdre ce lien de proximité avec les plus pauvres, cet espace de créativité et de formation exceptionnel pour les gens des milieux populaires. Les gens vont se comporter comme s'ils étaient au CLSC. Ils vont s'asseoir sur une chaise, recevoir leurs services puis après ils vont s'en aller. »

Pour Denyse, il est clair que les groupes populaires doivent appartenir aux gens des milieux ouvrier et populaire. C'est leur école de formation, leur lieu d'apprentissage des responsabilités, de réflexion collective. C'est leur place pour agir, pour essayer de transformer leur milieu de vie. 

¹ Jean ROBITAILLE, Denyse Gauthier et sa gang, le monde ordinaire. L'engagement longue durée, VO, n° 245, nov-déc 93.

PHOTO: YVES PROVENCER



Lorraine Guay

La récupération a bien meilleur goût

« **I**l ne faut pas se conter de peurs: le mouvement communautaire rejoint bien des gens mais pas la majorité de la population. Il y a donc certaines expériences ou pratiques qui doivent être bouffées, récupérées par l'État, et ne pas continuer à appartenir en exclusivité aux groupes communautaires, parce que cela introduirait une forme de discrimination et d'inégalité. À titre d'exemples, pensons aux garderies ou encore à la pratique des sages-femmes dont il faut favoriser l'accès au plus grand nombre possible de personnes. Par contre, le combat peut aussi consister à garder son statut de groupe communautaire, comme c'est le cas des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence. »

TOUT LE MONDE DANS LE MILIEU COMMUNAUTAIRE NE CRAINT PAS LA RÉCUPÉRATION PAR L'ÉTAT. LORRAINE GUAY VA MÊME JUSQU'À LA PRÔNER.

introduirait une forme de discrimination et d'inégalité. À titre d'exemples, pensons aux garderies ou encore à la pratique des sages-femmes dont il faut favoriser l'accès au plus grand nombre possible de personnes. Par contre, le combat peut aussi consister à garder son statut de groupe communautaire, comme c'est le cas des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence. »

La récupération des pratiques du communautaire est donc nécessaire, selon Lorraine, pour changer le système. « Bien sûr, ajoute-t-elle, on pourra toujours critiquer ce que font les CLSC, mais je préfère tout de même qu'on ait ce réseau de CLSC à la grandeur du territoire plutôt que huit petites cliniques communautaires. » 

¹ Pop-com, bulletin du Centre de Formation Populaire, automne 1994.

Communautarisation et régionalisation: RÉACTIONS À LA MODERNITÉ?

Le concept de communautarisation a d'abord été utilisé par Yves Vaillancourt, professeur en travail social à l'UQAM, pour qualifier de manière plus juste le processus de « privatisation » des services sociaux vers le secteur communautaire.

PHOTO: XAVIER LLUIS

Lorraine Guay, coordonnatrice de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, « se méfie de l'appel à la communautarisation qui est une façon perverse de détruire l'État. »¹ Le retour vers la communauté peut être une réaction à la modernité, nous dira-t-elle. « Le communautaire peut être porteur de changements sociaux. Mais il peut aussi être porteur de conservatisme. » Claude St-Georges, de la CSN, partage ces craintes. « Dans tout ce mouvement de régionalisation et de communautarisation, l'État doit conserver son rôle planificateur et régulateur. Sinon, on risque de se retrou-

ver avec d'importantes disparités. »

Selon Lorraine Guay, le communautaire se retrouve dans une situation ambiguë. D'une part, il conteste l'État dans ses modes de prise en charge des problèmes sociaux, mais d'autre part il réaffirme le rôle de l'État.

Elle reconnaît toutefois que le communautaire est mal placé pour critiquer la régionalisation qu'il « a pourtant réclamée de façon puissante au moment de la Commission Rochon. » Elle explique ce nouveau paradoxe: « à force de vouloir construire le local ou le régional, on risque de mettre en péril un État central suffisamment fort pour faire face aux forces du marché; cette perte de cohérence qu'assure une certaine centralisation pourrait avoir comme conséquence l'apparition de différentes formes d'iniquité entre les régions. Cette tension entre régionalisation et centralisation ne saurait être résolue en optant pour un seul des deux termes. »

Toujours selon Lorraine Guay, « la régionalisation introduit des disparités dans nos capacités de mobilisation; elle force les structures communautaires qui étaient bâties sur un modèle plus centralisé à redéployer leurs ressources et à accepter de voir leurs composantes régionales augmenter leur pouvoir. »²

Chose certaine, ce concept de communautarisation a des adeptes au sein de l'actuel gouvernement péquiste. Yvon Leclerc, qui, du bureau du Premier ministre, dirigera avec Lisette Lapointe le Secrétariat à l'action communautaire, le clame bien haut. Dans la foulée des rapports qu'il a rédigés (*Deux Québec dans un* et *Agir ensemble*), Yvon Leclerc affirme que le développement ne peut plus être envisagé que d'en bas. « C'est là qu'on peut poser des gestes structurants pour une communauté. » 

¹ De la culture comme bricolage, Pop-com, bulletin du Centre de formation populaire, automne 1994.

² Ibid.

LE COMMUNAUTAIRE À LA RESCOUSSE DE L'EMPLOI



Dans l'opposition, la députée de Hochelaga-Maisonneuve était on ne peut plus claire dans sa critique des CIT et du programme PAIE. Devenue ministre de l'Emploi depuis, elle affirme maintenir ses critiques à l'égard des Corporations intermédiaire de travail (CIT). « Il faut absolument sortir de la logique de l'employabilité », nous dira Louise Harel.

« ADAM SMITH N'EST PLUS »

Si tout le monde ne partage pas ce point de vue au gouvernement, on s'entend sur le

Bernard Landry

PHOTO: YVES PROVENCER



rôle important que peut jouer le communautaire. Bernard Landry appelle ainsi le communautaire à la rescousse pour battre le chômage. «La société politique ne peut plus se contenter de payer la note du sous-emploi sans intervenir énergiquement pour endiguer le fléau. Le temps est venu, comme dirait Balzac, de tailler des croupières aux idéologies qui prétendent que l'État doit se retirer de la conduite de l'économie et laisser agir les seules forces du marché. Adam Smith n'est plus et ne sera jamais plus. L'intérêt public et le bonheur de chacun commandent une action vigoureuse et immédiate de l'État afin de redresser la situation. Cette action me paraît devoir emprunter deux directions: l'action communautaire et le commerce extérieur.¹»

En quoi consiste donc cette responsabilité des organismes communautaires dans la lutte au chômage? Jean-Pierre Bélanger, conseiller spécial du ministre Rochon à la Santé et aux Services sociaux, nous en donne une bonne idée dans son projet de création de 20 000 emplois en CIT pour le maintien à domicile. «Même si les CLSC doivent demeurer les maîtres d'œuvre du maintien à domicile sur leur territoire, leur préoccupation première n'est pas et ne doit pas être la réinsertion au travail des bénéficiaires de la sécurité du revenu qui sont aptes au travail. C'est un autre champ de préoccupation qui serait celui des organismes communautaires autonomes, avec ce que cela comporte d'exigences: recrutement, gestion, formation, encadrement, etc. D'une certaine façon, on pourrait dire que le client du CLSC, c'est d'abord la personne âgée en perte d'autonomie, alors que le premier client de l'organisme communautaire, c'est le bénéficiaire de la sécurité du revenu.²»

ET REBELOTE

Quant à Yvon Leclerc, conseiller du Premier ministre, il n'est pas exagéré de dire qu'il voyait les CIT dans sa soupe jusqu'à tout récemment. Il déclarait ainsi en juillet dernier, dans la revue *l'Action nationale*: «La Corporation intermédiaire de travail, sorte d'entreprise d'insertion, s'impose parmi les véhicules les plus intéressants qui aient été inventés jusqu'à présent.»

Son appréciation a toutefois évoluée depuis. «La plupart des Corporations intermédiaires de travail déjà accréditées font appel au Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE), dont les périodes d'embauche durent six mois. Passé ce délai (beaucoup trop court dans le cas des chômeurs chroniques), l'employé doit recourir à l'assurance-chômage, qui lui accorde 60% du salaire minimal du programme PAIE si la corporation n'a pas majoré son salaire. L'employé devra donc vivre avec une prestation d'assurance-chômage moins élevée que celle qu'il touchait alors qu'il était bénéficiaire de l'aide sociale. Et rebelote dans le merveilleux monde des programmes d'employabilité!», écrivait-il dans son récent livre *Battre le chômage*.

Leclerc, qui est d'ailleurs président d'une CIT à Château-Richer oeuvrant dans la restauration de bâtiments, nous confiait en entrevue son inquiétude face aux dérives des projets de CIT. «Je constate les bons coups et les limites de ces expériences. Je dois reconnaître qu'on commence vraiment à verser dans l'exagération et la folie dans le dossier des CIT. L'Armée du Salut vient même de recevoir le statut de CIT!»

1 *Battre le chômage*, Éditions Septentrion, Novembre 1994.
2 Ibid.

De: Louise Harel
À: Denis Lazure et Claude Girard
DATE: 10 mars 1992
SUJET: Une nouveauté inquiétante «Les corporations intermédiaires de travail»

Je viens d'obtenir copie d'un autre projet fameux conçu dans les officines gouvernementales du MMSRFP pour systématiser l'organisation du travail précaire.

Il s'agit de transformer les groupes communautaires en agence ou firme de placement, appelée «corporation intermédiaire de travail», pour embaucher une main-d'œuvre provenant en totalité de la sécurité du revenu, subventionnée par le programme PAIE pour des «bailleurs d'ouvrage».

La corporation intermédiaire de travail jouant le rôle d'agence de location pourra bénéficier du programme PAIE de façon continue, tandis que les bénéficiaires seront remplacés eux à tous les six mois.

Belle manière d'organiser le travail précaire!

Il faut trouver le moyen de dénoncer conjointement avec le Front commun des personnes assistées sociales une telle utilisation abusive du programme PAIE qui devait supposément favoriser l'insertion et le maintien en emploi.

Vivian Labrie



PHOTO: RENÉ BEAULIEU

À L'OEUVRE

Bien avant que le gouvernement ne demande aux groupes communautaires de relever le défi de l'emploi, ils s'y étaient attelés. Le Regroupement économique du Sud-Ouest de Montréal est un de ceux-là. Il intervient de multiples façons, en bouleversant les normes et pratiques des ministères, tant au niveau de la formation des exclus-es que de la fondation de petites entreprises.

Les groupes travaillant sur l'employabilité sont souvent traités de gestionnaires de la misère. Guy Biron, du RÉSO, rejette cet jugement. «Le communautaire doit être pro-actif. Sinon, c'est là qu'il joue le rôle de gérer l'exclusion. Écoute, y'a des groupes qui ont un ben beau discours. Mais ils font la même chose avec le même monde depuis 25 ans. J'appelle pas ça sortir le monde de la misère!»

Un des groupes les plus combatifs de Trois-Rivières, COMSEP, a aussi décidé d'investir le champs de la réinsertion sociale et professionnelle. «Parce qu'on sait bien, explique Sylvie Tardif, qu'on ne peut pas sortir tout le monde de l'exclusion juste par des manifs. Il y a des gens qui ne sont pas prêts à occuper un emploi et qui ont besoin d'accompagnement et de formation à plus long terme.»

«On est très critiques face aux projets de CIT de location de main-d'œuvre qui s'avèrent être juste des boîtes de *cheap labour*, ajoutet-elle. Mais nous ce qu'on veut c'est partir des petites entreprises de production qui pourront devenir des coops de travail, gérées par les travailleurs-ses. Des projets comme Bouff'Elles, un service de traiteur, l'atelier de couture qui se spécialise dans le linge de maternité, la petite coop de transport de Pointe-du-Lac qui pallie au manque de transport en commun...»

Vivian Labrie, du Comité pour la relance de l'emploi de Québec, affirme que le communautaire n'a pas à se transformer en entreprise. «Mais ça peut être un foutu bel incubateur pour des coops de travail.»

Saint-Anselme UNE CROYANTE EN PATINS À ROULETTES

Portrait de Louise Brissette

SYLVIE GOURDE

PHOTO: CELINE THIBAUT-BOURGET



Juchée sur le flan de la montagne, la maison des Brissette apparaît au détour du chemin de terre, en plein coeur d'un boisé majestueux. Perdue dans la contemplation extatique de l'endroit, je crois que c'est ici le Paradis terrestre, la porte s'ouvre et m'apparaît, dans l'embrasure, Louise Brissette, sourire aux lèvres, patins aux pieds...

Eh oui, depuis quelques mois, cadeau d'une copine, elle chausse les patins à roues alignées. «J'adore ça, me confie-t-elle. Ceci accélère mes déplacements à l'intérieur de la maison – d'un étage à l'autre, même – et me permet de rester énergique plus longtemps.» À la voir se déplacer ainsi, affublée de tels «escarpins», on ne se surprend guère

de ses allées et venues: Rome du 3 au 12 octobre 94 avec ses 24 enfants, retour au bercail, départ le 24 pour Montréal pour préparer Véronique à son opération au dos, puis Ottawa en bout de piste pour une entrevue. Les 2 et 7 novembre, ce fut au tour de Fannie et d'Emmanuel de fréquenter l'hôpital pour y être opérés.

SES CROISADES À L'ÉTRANGER

Louise Brissette n'en est pas à ses premiers déplacements. Des périples, il y en a eu plusieurs. D'abord, dans le cadre de son travail comme physiothérapeute en Équateur avec un organisme de coopération internationale, puis au Cameroun, en sep-

tembre 1975, auprès des Oeuvres du cardinal Paul-Émile Léger. Elle ponctue ses croisades à l'étranger par des visites, sillonne en moto plusieurs pays de l'Amérique du Sud et plus tard traverse le désert du Sahara¹. Louise travaille aussi auprès des enfants québécois, entre autres, au Centre Cardinal Villeneuve. Mais toujours, elle retrouve la même misère des enfants handicapés, abandonnés et malheureux².

Un jour de Noël, elle songe sérieusement à en adopter un chez elle à Québec. Débute alors l'aventure de son histoire d'amour avec les enfants handicapés, par l'adoption, le 6 avril 1978, de Jean-Benoît. Puis viennent Michael (adopté par la suite par son frère), Julie d'Amours (décédée en



NICOLE BRAIS

DE QUOI FAIRE PÂLIR MARIO DUMONT

Si on avait un tant soit peu le sens de l'histoire, on aurait fixé le référendum, ces jours-ci, quelque chose comme le 20 mai, 15 ans exactement après le premier rendez-vous, manqué celui-là. Ou encore mieux, le 22 juin. Pourquoi le 22 juin? D'abord parce que c'est ma fête, mais aussi parce que ça fera dix ans, jour pour jour, que Monsieur René Lévesque a quitté la politique active. Ayant ce sens de l'histoire que je nous reproche de ne pas avoir, il a démissionné le jour du 25^e anniversaire de son entrée en politique active. J'aimerais bien recevoir l'indépendance du Québec le jour de mon 35^e anniversaire.

Bon. Il y a peu de chance que ça se produise. Pas que je crois que le «oui» ne pourrait pas l'emporter. Mais le référendum, de toute évidence, ne se tiendra pas avant l'automne. Pourquoi ne pas choisir le 15 novembre? À ce moment, mieux vaudrait le reporter en 96, 20 ans après l'accession au pouvoir du Parti québécois. Mais Monsieur Parizeau ne semble pas partager mon penchant pour les anniversaires. Avec tout ça, je cherche simplement à mettre un peu d'émotion autour de l'os. Vous ne trouvez pas qu'il manque un peu de «feeling» dans tout ça?

Yvon Deschamps a fini par croire à sa farce d'il y a 20 ans et souhaite un Québec indépendant dans un Canada fort. La chanson de Lizette commandée à Dan Bigras a eu, avec son *scoop* manqué, autant d'effet qu'un pétard mouillé.

Et les mous, et les molles alors? Sans passion, comment les gagner? Parce qu'il ne faut pas se leurrer. Il n'y a vraiment que l'émotionnel pour expliquer toute la subtilité de la relation ambiguë qu'entretient encore, malgré toutes les entourloupettes des derniers 15 ans, la population du Québec avec l'idée d'indépendance et avec le reste du Canada.

On compare malicieusement le contentieux Québec-Canada à un mariage mal assorti, et le désir de souveraineté du Québec à une demande de divorce... Je pense très humblement avoir trouvé la solution. Que Mario Dumont m'excuse mais la troisième voie, celle que plusieurs attendent désespérément, celle qui aurait toutes les chances de gagner les mous et les molles et respecterait la dimension émotive du problème, c'est la GARDE PARTAGÉE. Une semaine chez Moman-Québec, une semaine chez Popa-Canada. De quoi ravir les indécis-es!

1982), Marie... et la 24e, Gabrielle, baptisée au Vatican par Mgr Couture, lors de l'expédition de la famille Brissette en octobre dernier.

«Avant de songer à l'adoption, j'ai fait ma retraite. J'ai vécu. Et ma tournée dans le désert du Sahara m'a imprégnée à la manière de Saint-Exupéry.»

LES CLINS D'OEIL DU BON DIEU

À la mi-août 94. Il fallait tout mettre en branle pour que la famille au grand complet foule le sol du Vatican. Requêtes d'assistance financière, demandes de passeports (ce n'est pas si simple car il y a des enfants qui ne sont pas encore adoptés légalement, dont la petite Fannie, arrivée de Russie il y a deux ans), difficulté de trouver un logis à Rome à cause du grand nombre de visiteurs-ses venus pour le Synode, opération de la petite Gabrielle nécessaire pour corriger une malformation cardiaque. Ouf! Que de péripéties!

Il fallait 16 poussettes, le CHUL prêtera les deux poussettes manquantes. De nombreux bénévoles se joignent à l'expédition et le docteur Paul Cartier, chirurgien, ac-

cepte d'opérer Gabrielle le 9 septembre. «Tout ce que j'avais à faire avait été fait; ne me restait plus qu'à m'abandonner aux mains de Dieu car le lâcher-prise favorise en soi une souplesse, crée cet espace disponible pour la Providence.» Car Louise Brissette est croyante.

Cet abandon à la Providence dont nous parle constamment Louise Brissette agace, choque. «C'est dans les détails de la vie qu'il faut reconnaître la Providence car elle est omniprésente. On oublie que c'est dans la simplicité des gestes que l'on crée des liens. Il faut demeurer ouvert aux réalités qui nous entourent, se donner à fond dans ce que l'on fait, s'offrir aux autres dans ce que l'on a de plus fort, se faire confiance et croire en la vie. C'est là que la Providence nous fera ses plus beaux clins d'oeil.» Ce que Louise Brissette ne dit pas, c'est qu'elle aide la Providence beaucoup...

ET LA VIE AUTOUR

Depuis près de 15 ans, Louise Brissette n'a cessé d'être disponible à ces enfants, à la cause des laissés-pour-compte. Il y a d'abord sa grande famille «élargie», la Cédrière, cette maison de dépannage à deux pas de

chez elle pour les parents qui ont besoin de répit, et maintenant la Triade, maison sise au coeur du quartier Saint-Roch, qui reçoit bien sûr des handicapés mais aussi des enfants de la rue.

Pour le soutien de son oeuvre, elle a créé en 1985 la Corporation des enfants d'amour. Il ne fut pas rare de voir arriver, en même temps qu'un bébé, des dons anonymes qui ont permis d'agrandir sa maison pour mieux y accueillir petits et grands.

Les médias ont surtout parlé de Louise Brissette pour son voyage à Rome. Mais depuis une quinzaine d'années, Louise répond à tous les journalistes qui sollicitent une entrevue. D'ailleurs, l'équipe du Point les a accompagnés à Rome; l'Osservatore romano l'a questionnée; la revue Univers a publié un texte dans son édition de décembre dernier.

Parler, parler de plus en plus afin que les tabous tombent, que s'atténue la culpabilité, que s'élève notre capacité d'aider et d'aimer les autres.

1 Sélection du Readers's Digest, avril 1986, p. 37.

2 L. BRISSETTE, *Des cadeaux mal emballés*, Éd. Novalis, 1994.

PHOTO: ANDRÉAS FEININGER



CHANTAL DESJARDINS

Les exportations canadiennes d'armement: LE CHAT ENDORMI ET LA SOURIS

AU MOMENT OÙ LES PRODUCTEURS DE MARCHANDISES MILITAIRES DOIVENT FAIRE DES PIEDS ET DES MAINS POUR SE TAILLER UNE PLACE SUR UN MARCHÉ MONDIAL DE PLUS EN PLUS FÉROCE À CAUSE DU DÉSARMEMENT ET DE L'AUSTÉRITÉ ÉCONOMIQUE, LES PRESSIONS SONT ÉNORMES SUR LE GOUVERNEMENT POUR ASSOUPPLIR OU OUBLIER LES PRINCIPES HUMANISTES.

ILLUSTRATION: JAMES WAGNER



Le ministère des Affaires étrangères est-il préoccupé par la destination des armes de fabrication canadienne?

Hiver 95. La Turquie a l'ambition de faire «le plus de dommages possible» chez les Kurdes. Avec la bénédiction du gouvernement de Saddam Hussein, l'armée turque s'avance sans peine en territoire kurde irakien. Les bombes et les balles font des rideaux meurtriers. Beaucoup d'équipements de cette armée sont de fabrication... canadienne.

On évalue qu'environ les deux tiers de la production canadienne d'armes sont voués à l'exportation, soit environ 1,5 milliard \$. De ce nombre, 68% iraient aux États-Unis, 26% dans les pays du Tiers monde, 5% vers l'Europe et 1% dans l'ensemble des autres pays¹.

Le gouvernement canadien publie, depuis 1991, un rapport annuel² répertoriant nos exportations de marchandises militaires, et rappelant les politiques de contrôle. Le Canada a officiellement exporté pour 335 907 391\$ de matériel de guerre en 1993 (dernier rapport disponible), sans

compter les États-Unis. C'est que, depuis la fin des années 50, les ententes entre le Canada et les États-Unis ont établi qu'aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises militaires entre ces deux pays. Les fournisseurs n'étant pas obligés de rapporter leurs ventes, il n'y a pas de statistique officielle³. Cependant, selon les chercheurs, nos ventes états-uniennes représenteraient environ 1 milliard \$ par année!¹

LA POLITIQUE OFFICIELLE...

Le gouvernement canadien ne veut pas empêcher les autres pays de se procurer des armes. La fluctuation de son baromètre de contrôle oscille entre la nécessité pour chacun d'«assurer raisonnablement leur défense» et le danger de prolifération excessive d'armes, «surtout dans les régions où existent des tensions.»

Le matériel de guerre destiné aux pays membres de l'OTAN et leurs proches partenaires, de même que ceux faisant partie de la «*Liste des pays désignés – armes automatiques (LPDAA)*»⁴, obtient quasiment d'emblée les licences nécessaires à l'exportation parce que les pays concernés ont signé des accords militaires et ne représentent pas de menaces pour notre pays et nos alliés. Ainsi, la plupart des pays industrialisés, en plus de la Turquie (membre de l'OTAN) et de l'Arabie Saoudite (faisant partie de la LPDAA), ne font pas l'objet d'un contrôle très élaboré.

Pour les autres pays, le gouvernement a établi des politiques claires quant aux différentes directions que peuvent prendre nos arsenaux canadiens. Elles stipulent que «le Canada contrôlera rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers: A) Les pays qui représentent une menace pour le Canada et ses alliés, B) Les pays où les hostilités ont été engagées ou risquent de l'être, C) Les pays visés par des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et D) Les pays dont les gouvernements ont un bilan de graves violations des droits de la personne à l'endroit de leurs ressortissants, à moins qu'il ne puisse être prouvé qu'il n'y a pas de risque raisonnable que les marchandises soient utilisées contre la population civile.»

...ET SES CONTRADICTIONS

Pour 1993, plusieurs rapports internationaux (Amnistie Internationale, le Human Rights Watch World Report, le Country Reports of the Department of State et le Critique of Country Reports of the Department of State), dont se sert le gouvernement pour prendre ses décisions, rapportent unanimement de nombreuses violations des droits humains dans plusieurs pays où nous avons vendu des marchandises militaires cette même année.

Le cas de la Turquie est le plus patent. Non seulement tributaire d'une longue

liste de violations des droits de la personne depuis plusieurs années (centaines de prisonniers politiques, tortures, morts suspects), la Turquie vit de graves et complexes tensions politiques, inter-ethniques et religieuses.

Depuis 1984, le gouvernement turc a recensé des mil-

liers de morts autant dans l'armée, chez les rebelles kurdes, que chez les civils kurdes. Pourtant, le rapport annuel du gouvernement canadien révèle que le Canada a exporté en Turquie plus de 15 millions \$ en 1992 et près de 6 millions \$ en 1993 de matériel de guerre varié.

Nos exportations se sont chiffrées dans les millions de dollars, en 1993, dans les cas du Brésil (reconnu comme étant le premier au rang des violateurs des droits humains en Amérique latine), du Pérou, de la Malaisie, de l'Équateur et de la Corée du Sud.

65% de nos exportations internationales (si on excepte les États-Unis) concernent l'Arabie Saoudite, qui connaît des records de violations de droits humains depuis 1992. Le Canada y a vendu, en 1993, pour 212 millions \$ de blindés lé-

gers (de type 2006: véhicules et matériels connexes, spécialement conçus ou modifiés pour l'usage militaire). Il s'agit d'une partie du contrat de près d'un milliard \$ représentant 1 117 véhicules fabriqués par GM.

IL N'Y A PAS LIEU DE S'INQUIÉTER

«Il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour la violation des droits de la personne...», c'est ce que nous ont répété à quelques reprises des responsables du contrôle des exportations au ministère des Affaires étrangères, sous anonymat.

Pour prendre ses décisions, en cas de doute, le ministère fait appel à l'expertise du Bureau de la Direction des droits de la personne, au Bureau géographique de la région, aux diplomates et aux fonctionnaires du ministère de la Défense.

Pour l'Arabie Saoudite, par exemple, les fonctionnaires ont conclu que le pays ne représentait pas de menace pour ses voisins, que sa position militaire est purement défensive et qu'il a une influence modérée dans le Moyen-Orient.

Et les droits humains? À ce sujet, les responsables du contrôle des exportations affirment s'assurer que les types de marchandises autorisés ne pourront être d'aucunes façons utilisés contre les populations civiles. «En général, dans les cas problèmes, nous autorisons plutôt des exportations de marchandises servant à la marine ou à l'aviation qui, elles, ne sont pas en conflits avec la population, et non à l'armée de terre.»

LES DÉTOURNEMENTS

Le pays importateur doit signer ce qu'on appelle couramment un *certificat de end-user* (utilisateur final) pour assurer au Canada qu'il ne réexportera pas les produits militaires qu'il s'est procurés. Mais les nombreuses infractions au certificat ont prouvé qu'il n'était d'aucune efficacité dans sa forme actuelle; un suivi prolongé des marchandises serait essentiel.

Yves Bélanger, directeur du Groupe de recherche sur l'industrie militaire de l'UQAM (le GRIM), connaît le problème. «Il y a des pays qui sont de vraies passoires. Le Portugal, par exemple, a déjà été une plaque tournante, et c'a été la même

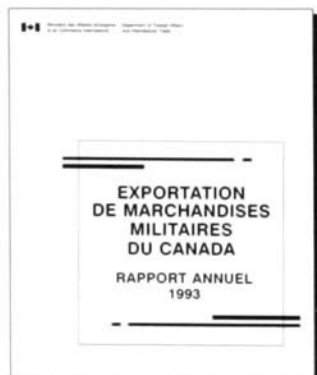


PHOTO: WEEGEE (ARTHUR FELLIG)

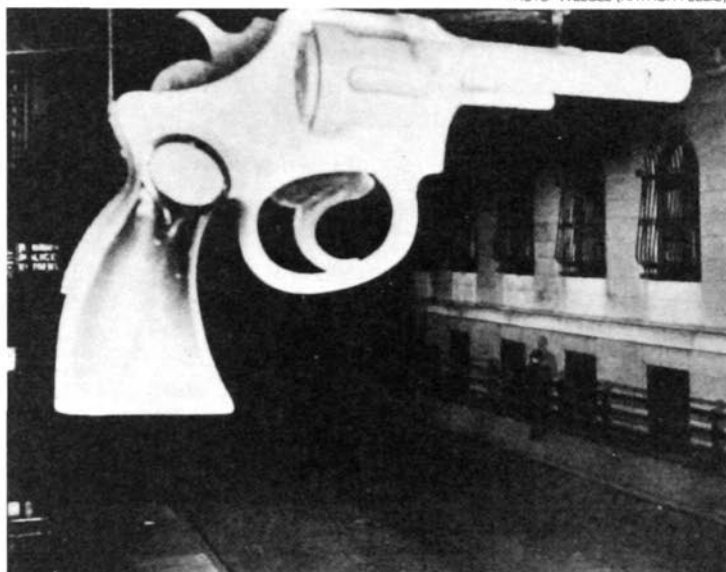


PHOTO: RICHARD WILSON



chose pour la Belgique à un certain moment donné. On exporte sans trop de préoccupations vers les pays alliés».

PHOTO. PATRICK CARR



En 1987, la mise à jour de ventes de poudre (produite par la firme canadienne Expro) au Portugal, faisait scandale. La compagnie portugaise Muidem s'en servait pour fabriquer des armes qu'elle vendait en Iran, alors en guerre contre l'Irak, malgré l'embargo international. L'année dernière, des mines antipersonnelles produites par SNC Lavallin en 1987 ont été retrouvées en Iraq. «Le Koweït, qui les avait importées, nous avait assuré qu'il ne les réexporterait pas», d'affirmer les responsables du contrôle des exportations.

Ces entorses aux politiques de contrôle portent rarement à conséquence. «Dans le cas d'Expro, aucune poursuite n'a été encourue», d'ajouter Yves Bélanger du GRIM.

D'autre part, l'entente entre le Canada et les États-Unis, ne les obligeant pas à contrôler leurs échanges de biens militaires, ne les oblige pas non plus à se délivrer mutuellement des certificats d'utilisateur final. Quand on sait que les États-Unis sont à eux seuls responsables pour 48% des exportations dans le monde et de 51% pour le Tiers monde, le plaçant au premier rang des exportateurs, il y a de quoi se poser des questions! Quoique très semblables aux nôtres, les politiques d'exportations de nos voisins du sud sont beaucoup moins respectées, surtout en ce qui concerne les droits de la personne. Mais le Canada n'a pas de leçon à leur faire.

Par exemple, le Canada n'exporte pas à Israël, mais les F-15A Eagle états-uniens sont composés de multiples pièces canadiennes.

On n'arrive pas toujours aussi facilement à détecter le chemin qu'ont pris ces armes pour se rendre à destination!

MOURIR D'UNE BALLE CANADIENNE...

Dans l'immédiat, le gouvernement n'entend pas faire de modifications majeures à ses politiques. «Le mécanisme en place répond adéquatement aux demandes de l'entreprise, et les exportations militaires se font de manière consciencieuse», de conclure, toujours sous anonymat, l'un des responsables du contrôle des exportations.

Mais un meilleur contrôle pourrait arriver plus vite que l'on pense, selon Normand Beaudet, auteur du *Mythe de la défense canadienne* et coordonnateur du Centre de ressources sur la non-violence. «Nos soldats se retrouvent présentement dans une situation absurde d'essayer d'assurer la paix face à des armes produites par les États-Unis, la Belgique, etc...»

Il y a 1 250 000 personnes qui sont mortes ou ont été blessées pendant le conflit entre l'Iran et l'Irak. Et, selon l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement (ACDA), 41 pays ont participé à l'effort de guerre de l'une ou l'autre partie et 21 ont approvisionné les deux adversaires.

1 *Press for Conversion!*, août 1994, publié par The Coalition to oppose the arms trade (COAT).

2 *Exportation de marchandises militaires du Canada*, rapport annuel, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les chiffres du rapport canadien ne font état des marchandises qu'au moment de leur livraison.

3 Auparavant recueillies sur une base volontaire, les données pour les États-Unis ne sont plus colligées depuis 1992 parce que le Ministère des Affaires extérieures déclare ne plus avoir assez de ressources pour les compiler.

4 En 1991, sous la pression d'un fort lobbying de marchands d'armes, notamment GM et Damaco, le gouvernement adoptait la loi C-6 permettant l'exportation d'armes automatiques vers 13 pays. Aucune arme automatique ne peut être exportée vers les pays qui ne font pas partie de la LPDAA.



PHOTO. MANDOOCHER

En 1982, près de Basra, pendant la guerre Iran-Irak...

Dans les locaux de la Société d'animateurs en communications sociales (SAKS) à Port-au-Prince, Joseph Georges, un des responsables de l'organisme, est complètement débordé. Depuis le retour du gouvernement légitime, des groupes de base de toutes les régions du pays réclament un appui technique pour les aider à démarrer une radio communautaire. C'est que l'absence de médias indépendants, surtout en région, s'est fait cruellement sentir sous la dictature de Cédras des trois dernières années. «À cette époque, il y a eu un véritable engouement pour les radios clandestines», explique Georges.

RADIOS CLANDESTINES

Dès le lendemain du coup d'État, les journalistes des médias alternatifs ont dû réduire leurs activités au minimum pour éviter la répression. Incapables de poursuivre leur travail, les radios communautaires de Port-au-Prince se sont d'abord tournées vers la République Dominicaine. Pendant plusieurs mois, des militants-es haïtiens faisaient parvenir des émissions pré-enregistrées à Radio-Enriquillo, situé de l'autre côté de la frontière. Grâce à cette collaboration, le président Aristide, alors en exil, a pu communiquer à quelques reprises avec la population.

Les autorités haïtiennes n'étaient pas disposées à laisser cette initiative se développer sans réagir. Suite à leurs pressions, le président Balaguer de République Dominicaine a interdit la diffusion d'informations en langues étrangères. Loin de se décourager, les journalistes ont usé de toutes sortes de subterfuges pour contourner la loi. «À plusieurs reprises, par exemple, Mgr Romulus lisait les nouvelles comme s'il était en train de chanter la messe!», raconte Georges.

Puis, après une troisième tentative, des journalistes ont réussi à faire fonctionner une radio clandestine mobile basée en Haïti. Les résistants-es ont alors porté le coup qui a peut-être le plus intimidé les autorités. Au cours d'une de leurs émissions quotidiennes, ils ont divulgué les noms et adresses complètes de certains «attachés», mais aussi, de sénateurs et de

députés qui collaboraient avec les putschistes.

L'audace des militants-es a été sévèrement réprimée. Le Parlement a immédiatement ordonné aux militaires d'arrêter les responsables de la radio. Mais le lieu de diffusion de l'émission était gardé *top secret*. Et pendant près de deux ans, les résistants-es ont réussi à tenir le coup au péril de leur vie, et malgré les innombrables difficultés, comme le courant électrique qui fait toujours défaut et qu'il fallait trafiquer.

Faire fonctionner cette radio était un risque énorme. Mais c'était essentiel pour soutenir les efforts de la résistance haïtienne. «Pour sortir de la peur, il fallait entendre une information autre que celle de la propagande des putschistes», explique Georges. Le simple fait d'écouter son émission quotidienne était un crime passible d'arrestation. Pourtant, elle était très populaire auprès de la population. «On l'entendait partout dans les rues de Port-au-Prince», se rappelle-t-il.

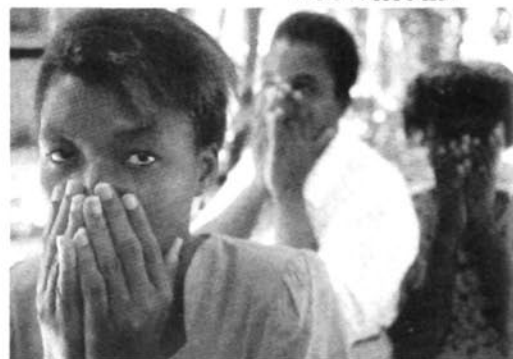
BOIS CAÏMAN

En région, le travail des radios communautaires n'était guère plus facile. Ainsi, le personnel de Radio Bois Caïman, à Mare Rouge, une petite localité au nord du pays, a dû passer dans la clandestinité au lendemain du coup d'État. Une équipe de SAKS s'est rendue sur place pour assurer la for-

Faire de la radio communautaire en Haïti: À L'ÉNERGIE SOLAIRE

ISABELLE RIVEST

PHOTO: MAGGIE STEBER



mation du nouveau personnel. Mais durant cette période, traverser les 250km qui séparent Port-au-Prince de Mare Rouge avec du matériel radio pouvait être très suspect. Les militaires fouillaient les véhicules et les passagers-ères à tous les avant-postes des neuf départements du pays. «Nous avons eu un peu peur, admet aujourd'hui Georges. Heureusement, tout s'est bien déroulé. Nous avions convenu de nous faire passer pour des religieux qui oeuvraient en nutrition», raconte-t-il aujourd'hui en riant.

Puis à Mare Rouge, il fallait composer avec les intimidations des autorités locales. Le chef de section, représentant des militaires dans les coins les plus reculés du pays, est venu leur rendre visite à deux reprises. «Nous nous sommes présentés comme un groupe de jeunes qui voulaient faire la fête, se rappelle Georges. Nous leur avons dit que notre contenu était culturel et inoffensif.»



PHOTO: BENOÎT AQUIN

Aujourd'hui, Radio Bois Caïman fonctionne très bien. Aussi, à Pilate, on a réussi à mettre sur pied un système à énergie solaire, essentiel dans un pays où les pannes d'électricité sont presque permanentes.

RADIO-SOLEIL

C'est au début des années 80 que les radios communautaires ont commencé à avoir un impact incroyable auprès de la population haïtienne. Jusqu'à sa fermeture en 1989 par les évêques catholiques, Radio-Soleil a joué un rôle fondamental au sein de la résistance. Joseph Georges, alors directeur de la programmation de la station, en sait quelque chose. Quelques années plus tôt, le directeur de la station avait été arrêté, puis expulsé du pays par les militaires. C'est que Radio-Soleil avait couvert la journée du référendum de 1985, alors que Jean-Claude Duvalier réclamait plus de pouvoir à la population.

«Ce jour-là, les portes et les fenêtres étaient restées fermées, se rappelle Georges. La plupart des gens étaient restés chez eux. Dans les rues, on pouvait voir les militaires dans les camions du gouvernement donner 15 à tous ceux qui acceptaient de voter. "Aujourd'hui, je suis allé voter cinq fois!", racontait un passant à Radio-Soleil.»

Le départ du dictateur Duvalier n'a pas amélioré le climat de travail des journalistes. C'est d'ailleurs sous Namphy, un peu avant les élections manquées de novembre 87, que la station a reçu une pluie de balles, de tirs de mitraillettes et de grenades qui a duré près de trois heures.

Aujourd'hui, un calme relatif est revenu au pays. La présence de la force multilatérale de l'ONU contraint les attachés et les groupes para-militaires (qui circulent toujours librement au pays) à se tenir tranquilles. Mais les groupes populaires profitent de ces quelques moments de répit pour organiser la résistance, au cas où les jours difficiles reviennent...

JEAN-CLAUDE MUSEAU

Sur un des murs, dans le local de SAKS, on peut voir une affiche: «Accepter la réconciliation sans la justice, c'est assassiner Jean-Claude une deuxième fois».

Jean-Claude Museau, un étudiant, animait la résistance au Cayes, dans le sud-ouest du pays. Arrêté alors qu'il collait des affiches du président Aristide, il est décédé le jour de sa libération, des suites de la torture. Avant de mourir, il a pu divulguer les noms des responsables de sa mort, dont le capitaine Pirame. Jean-Claude Museau fait partie d'une longue liste de militants-es dont la disparition a laissé la population entière en deuil. Mais comme pour Jean-Marie Vincent, Antoine Izmérie et les autres, les responsables de l'assassinat de Museau n'ont toujours pas été arrêtés...

15

LE CENTRE 7400: au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec)

H2R 2Y1

Tél.: 270-7400

Fax: 270-7451

Cocktail drogue et armée au Pérou:

ANDRÉ LACHANCE

PHOTO TITO LA PENNA



LES BULLDOZERS DES AIRS

PHOTO MATA HECTOR



On s'en doutait mais là, on en est certain: la lutte à la drogue que mène le gouvernement ultra-libéral du Pérou en est une que de façade. La preuve: l'armée péruvienne loue ses propres hélicoptères et ses pistes d'atterrissage aux trafiquants de drogue!

«La "taxe" pour l'armée est de 70 000\$ EU par cargaison de drogue», affirmait récemment le major Evaristo Castillo Aste, un ex-agent de la U.S. Drug Enforcement Agency rattaché au général Torres Aciego, alors que celui-ci était ministre de la Défense. «50 000\$ pour les chefs et 20 000\$ pour les soldats sur le terrain», précisait même le major en dénonçant, au péril de sa vie, les généraux et les ministres du cabinet Fujimori liés au trafic de drogue¹.

C'est toutefois l'arrestation et la déportation par la police colombienne, en janvier 1994, du trafiquant Demetrio Chavez Penaherrera – surnommé Vatican – qui devait porter le coup le plus dur au régime Fujimori. Vatican, chef d'une mafia qui produisait et transportait 30 tonnes de pâtes de cocaïne de base par mois, avait bâti son empire – évalué à 500 millions \$ EU – avec l'aide des Forces armées et des autorités civiles de l'Alto Huallaga. Juges, maires et fonctionnaires de cette région de

la selva amazonienne étaient proprement devenus les employés du mafioso péruvien.

Vatican partageait une part de ses énormes profits avec le haut commandement de l'armée qui, en retour, lui fournissait le support logistique indispensable. Le trafiquant louait ainsi les hélicoptères de l'armée, ainsi que des pistes d'atterrissage de l'État, afin de transporter des tonnes et des tonnes de drogue.

Le 9 mai 1994, Vatican fut amené devant une commission du Congrès constitutionnel où il confirma ses relations étroites avec l'État-major du pays. Le narcotrafiquant raconta qu'entre 1990 et 1993, il avait distribué de fortes sommes d'argent aux chefs politico-militaires de l'Alto Huallaga et, qu'en retour, il avait reçu leur protection ainsi qu'une liberté totale d'action. Il révéla même qu'il achetait parfois de la drogue saisie par les militaires à d'autres trafiquants...

LE CIRQUE MÉDIATIQUE

Le gouvernement et la presse officielle réagirent rapidement. Dans un cirque médiatique spectaculaire, le narcotrafi-

quant fut présenté comme un terroriste, un collaborateur du Sentier lumineux. Il fut accusé de «trahison à la patrie» et condamné à 30 ans d'emprisonnement, sans possibilité de visite, surtout de la part des journalistes...

«Pas étonnant que les petits officiers se battent pour être affectés dans l'Alto Huallaga», affirme l'archéologue québécois Steve Gourget, professeur à l'Université de Trujillo, dans le nord du Pérou. «On les voit revenir à Lima quelque temps plus tard et s'acheter de somptueuses résidences à Miraflores, le quartier chic de la capitale. C'est comme les généraux. Ils roulent en Mercedes blindées, alors qu'officiellement ils ne gagnent que 100\$ par mois!»

«Prenez aussi les bulldozers dont se servent les trafiquants pour aménager leurs pistes d'atterrissage dans la forêt amazonienne», ajoute-t-il. «Il n'y a pas de route et la seule façon d'y faire venir un bulldozer, c'est par la voie des airs. Or, seule l'armée péruvienne possède des Iliouchines capables de transporter de tels poids lourds...»

¹ Il vit maintenant en exil en Espagne, où il a trouvé refuge après son témoignage devant l'Inspecteur général de l'armée.



**2 EMPLOIS SUR 3
EXIGENT
UNE FORMATION
COLLÉGIALE OU UNIVERSITAIRE**

LA SEULE VOIE POSSIBLE:
INVESTIR DANS L'ÉDUCATION!

FNEEQ



LA RECETTE DU BONHEUR C'EST...

des emplois de qualité.

